

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2816

[C — 99/27651]

**3 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions
et les modalités d'intervention d'aide matérielle à l'intégration des personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret régional wallon du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 4, 6, 14, 15, 17, 18, 19 et 74;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 29 mars 1999;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 29 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de fixer sans délai des règles générales en matière de prise en charge de l'aide matérielle à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées, et d'étendre également les conditions d'octroi de cette aide aux personnes handicapées qui ont aussi la capacité d'assurer leur intégration sociale;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er} de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° le décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2° l'Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

3° la personne handicapée : la personne telle que définie par le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

4° l'aide matérielle : les aides techniques et les aménagements destinés à prévenir ou à compenser le handicap.

CHAPITRE II. — Conditions d'intervention

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires prévus en matière d'aide matérielle, une aide matérielle individuelle peut être accordée en faveur des personnes handicapées, conformément aux dispositions du présent arrêté et de son annexe.

Art. 4. L'aide matérielle est accordée à la personne handicapée pour les frais qui, en raison de son handicap, sont nécessaires à son intégration sociale.

Les frais visés à l'alinéa précédent doivent constituer des dépenses supplémentaires à celle qu'une personne valide encourt dans des circonstances identiques.

Art. 5. Pour la personne handicapée ayant atteint l'âge de 65 ans au moment de l'introduction de la demande d'intervention, celle-ci ne peut être accordée que si les frais découlent directement du handicap constaté par l'Agence avant l'âge de 65 ans.

Art. 6. Par dérogation à l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret, l'annexe du présent arrêté détermine pour chaque prestation d'aide matérielle, le type de données médicales requis.

Art. 7. Les frais exposés par la personne handicapée en matière d'aide matérielle, ne sont pas indemnisables par l'Agence :

1° si la personne handicapée refuse de faire valoir ses droits ou transige en cours de procédure à une intervention fondée sur une législation de réparation ou de droit civil, notamment les dispositions en matière de responsabilité civile;

2° si la prise en charge relève de la compétence d'autres services publics que l'Agence, en vertu de dispositions légales, décrétales ou réglementaires, sauf exceptions reprises à l'annexe du présent arrêté;

3° si la prise en charge fait l'objet d'une intervention accordée en vertu d'autres dispositions du décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 8. En aucun cas, la prise en charge ne peut porter sur :

1° l'appareillage pour le traitement médical ou paramédical ou pour l'entretien de la condition physique, sauf ceux repris à l'annexe du présent arrêté;

2° les services prestés par des personnes physiques ou morales sauf ceux repris à l'annexe du présent arrêté;

3° l'aide matérielle prêtée, louée ou mise en leasing auprès des personnes handicapées.

Art. 9. Les frais exposés correspondent au coût de la prestation, ainsi qu'aux frais d'études, d'agrément et d'architecte qui y sont éventuellement liés, augmentés de la TVA.

Art. 10. § 1^{er}. Les frais exposés ne sont pris en considération que jusqu'à concurrence :

- du coût normal des prestations supplémentaires qu'a pu établir l'Agence sur base d'une étude comparative de marché compte tenu des caractéristiques, qualités et conditions de garantie ou d'entretien des différentes prestations;

- en tout état de cause, pour les prestations figurant dans l'annexe du présent arrêté, du montant fixé dans cette annexe.

§ 2. Du montant des frais visés au § 1^{er} est déduit le montant de l'intervention dont la personne handicapée bénéficie en vertu d'une législation de réparation ou de droit civil.

Art. 11. § 1^{er}. L'intervention de l'Agence est égale à un pourcentage du montant des frais exposés après application des dispositions de l'article 10.

§ 2. Lorsque la personne handicapée peut justifier qu'elle fait partie d'une des catégories définies ci-après, l'intervention est égale à 97,5 %. La part laissée ainsi à sa charge ne peut dépasser 10.000 F par exercice civil pour l'ensemble des interventions fondées sur le présent arrêté.

Cette intervention est portée à 100 % lorsque le montant des frais supplémentaires exposés qui ont fait l'objet d'une décision d'intervention n'est pas limité par application de l'article 10 § 1^{er} b).

Par catégories, il faut entendre :

- les personnes pouvant bénéficier de l'exonération sociale, visées à l'article 2 de l'arrêté royal du 3 novembre 1993, portant exécution de l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, tel que modifié;

- les personnes admises en qualité d'adulte dans un service résidentiel ou dans un service de placement familial agréé par l'Agence et tenues à une part contributive mensuelle durant l'exercice civil en cours inférieure au montant maximum fixé sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

§ 3. Lorsque la personne handicapée ne justifie pas qu'elle fait partie d'une des catégories citées au paragraphe 2 du présent article, l'intervention de l'Agence est fixée comme suit :

1° lorsque le montant des frais exposés est inférieur ou égal à 50.000 F par exercice civil, l'intervention est égale à 95 %;

2° lorsque le montant des frais exposés est supérieur à 50.000 F par exercice civil, l'intervention de base est égale à 50 %; cette intervention peut être portée à un pourcentage supérieur fixé en fonction de l'importance des revenus annuels de la personne handicapée, à la condition que la personne handicapée ou son représentant légal qui demande à pouvoir bénéficier de cette modulation fournisse les éléments justificatifs exigés.

Par revenus, on entend l'ensemble des revenus imposables pris en considération pour l'imposition en matière d'impôt des personnes physiques, tels qu'ils résultent d'une déclaration sur l'honneur établie selon un modèle défini par l'Agence.

La déclaration doit être accompagnée de l'avertissement extrait de rôle de l'impôt des personnes physiques relatif à l'exercice d'imposition précédant l'année de la déclaration sur l'honneur, à défaut du dernier avertissement reçu ou d'une attestation établissant l'absence d'avertissement.

Si la personne handicapée est majeure, il s'agit des revenus de la personne handicapée et de son conjoint éventuel. Si la personne handicapée est mineure, il s'agit de ses revenus propres ainsi que des revenus de ses représentants légaux.

Des revenus sont déduits 60.000 F par personne à charge. En ce qui concerne les revenus professionnels, il n'est tenu compte que de la partie provenant d'un travail effectivement presté par la personne handicapée et son conjoint éventuel qui excède le montant du revenu minimum mensuel garanti multiplié par 12, visé par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 rendue obligatoire par l'arrêté royal du 29 juillet 1988.

Le pourcentage d'intervention de l'Agence est fixé selon le barème suivant :

1° 70 %, si les revenus sont compris entre 1.800.001 F et 2.350.000 F.

2° 80 %, si les revenus sont compris entre 1.250.001 F et 1.800.000 F.

3° 90 %, si les revenus sont compris entre 700.001 F et 1.250.000 F.

4° 95 %, si les revenus sont inférieurs ou égaux à 700.000 F.

Art. 12. Les prestations ne sont prises en charge que si elles sont effectuées au plus tôt le jour de la date de la demande d'intervention.

Les factures y relatives doivent être introduites à l'Agence dans un délai d'un an à compter de la notification de la décision d'intervention.

Art. 13. Si l'Agence constate qu'une demande de prise en charge d'une aide matérielle répond aux conditions prescrites par le présent arrêté mais que, soit cette aide ne figure pas dans l'annexe du présent arrêté, soit elle y figure mais sa prise en charge ne répond pas à certaines conditions d'octroi reprises à cette annexe, cette demande est soumise à l'avis du Conseil pour l'aide individuelle à l'intégration puis au Comité de gestion pour décision.

Art. 14. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret, l'Agence peut solliciter l'avis motivé d'un service spécialisé ou d'un expert indépendant, habilités par elle, dans le cadre d'une demande d'aide matérielle :

- soit visée à l'article 13 du présent arrêté;

- soit relative aux aides pour la communication, aux adaptations de voitures ou aux aménagements et adaptations de maisons.

§ 2. Par service spécialisé, on entend un service organisé, agréé ou subventionné par les pouvoirs publics.

§ 3. L'Agence habilite les services spécialisés et les experts indépendants visés au § 1^{er}, après une sélection effectuée sur base de critères de qualification et d'expérience retenus au préalable par l'Agence en fonction des catégories de prestations.

L'habilitation n'est accordée que moyennant engagement de s'abstenir de toute commercialisation des prestations visées au présent arrêté.

§ 4. L'Agence intervient dans les frais d'examen sollicités à concurrence d'un forfait repris à l'annexe du présent arrêté, pour autant que la prestation du service ou de l'expert ne soit pas couverte par des crédits ou par une subvention des pouvoirs publics. Aucune intervention dans le coût de la prestation ne peut être réclamée à la personne handicapée.

Art. 15. Chaque année, le Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions, sur proposition du Comité de gestion l'Agence, peut soumettre au Gouvernement tout projet d'adaptation de l'annexe du présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Disposition transitoire*

Art. 16. Le présent arrêté est applicable aux demandes d'intervention d'aide matérielle introduites endéans les six mois précédant son entrée en vigueur et toujours à l'instruction à cette date, à l'exception des dispositions moins favorables.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales et abrogatoires*

Art. 17. Sont abrogés en ce qui concerne la région de langue française :

- l'article 93, 4° de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés;

- l'arrêté ministériel du 17 mars 1965 fixant les conditions d'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés d'une intervention dans le coût d'instruments et de vêtements de travail, modifié par l'arrêté ministériel du 15 janvier 1969;

- l'article 15, § 2 et les articles 17 à 20 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 1967 fixant les critères d'octroi des interventions d'aide sociale en matière de reclassement social des handicapés;

- les termes « ou d'instruments » à l'intitulé du Chapitre II et aux articles 12, 13 et 14, de l'arrêté ministériel du 27 décembre 1967 fixant les critères d'octroi des interventions d'aide sociale en matière de reclassement social des handicapés;

- l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 fixant les critères d'octroi des interventions d'aide sociale aux enfants non-scolarisables à charge du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

- l'article 34, § 1^{er} et § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1999.

Art. 19. Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe

I. Dispositions générales.

1.1. Les conditions et modalités d'octroi d'aide matérielle prévues par la présente annexe sont d'application sans préjudice de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide matérielle à l'intégration des personnes handicapées.

1.2. Afin de faciliter l'accès à l'information sur les aides techniques pour personnes handicapées, l'ensemble des prestations retenues dans l'annexe a été classé sur base de la classification ISO (INTERNATIONAL STANDARD ORGANISATION) qui a le statut d'une norme Belge (NBN EN 29999).

1.3. Les montants figurant dans l'annexe sont des montants maximum d'intervention liés à l'indice-santé de référence.

A partir du 1^{er} janvier 2000, ils sont adaptés annuellement, chaque 1^{er} janvier (année n), compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant en vigueur au 31 décembre de l'année } n - 1 \times \text{indice-santé du mois de décembre de l'année } n - 1}{\text{indice santé du mois de décembre de l'année } n - 2}$$

Cette liaison à l'indice-santé ne s'applique pas aux modalités d'intervention dans la construction ou l'adaptation d'un logement figurant sous les rubriques 14 et 15 du présent arrêté (ISO 18).

Celles-ci sont indexées suivant les dispositions prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 1996 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 1993 concernant l'octroi de la garantie de la Région wallonne en matière de prêts hypothécaires.

1.4. Sauf dispositions contraires à la présente annexe, l'Agence peut accorder le renouvellement d'une prestation ou déroger aux conditions de renouvellement fixées par cette annexe, en cas d'aggravation du handicap ou d'impossibilité de réparation de la prestation.

II. Types d'intervention.

AIDES POUR LE TRAITEMENT (ISO 03)

1. AIDES POUR LA PREVENTION DES PRESSIONS DOULOUREUSES (MATERIEL ANTI-ESCARRES) (ISO 03.33)

1.1. Coussins pour la prévention des pressions douloureuses (ISO 03.33.03)

Condition générale d'intervention :

Un avis médical motivé doit spécifier la nécessité d'un usage continu de l'aide chez les personnes dont la déficience est susceptible d'entraîner des escarres.

Cet avis doit également justifier le choix du type de coussin approprié (voir ci-après), en fonction du degré de risque de développement d'escarres.

1.1.1. Coussins en fibres, en mousse, en gel, ou en gel + autre matière

Condition spécifique d'intervention

Le délai de renouvellement est fixé à 2 ans.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 4.339 F plus TVA.

1.1.2. Coussins à air réglables, ou en gel composite

Condition spécifique d'intervention

Le délai de renouvellement est fixé à 4 ans.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 13.816 F plus TVA.

1.2. Matelas pour la prévention des pressions douloureuses (ISO 03.33.06)

1.2.1. Surmatelas à eau (ou en fibres, ou en mousse, ou alternatif avec compresseur)

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier la nécessité de l'aide, dans le cadre de la prévention des escarres, chez les personnes qui, du fait de leur déficience, sont incapables de se mobiliser par leurs propres moyens. La durée de cette incapacité doit être évaluée à plus d'1 an à dater de la demande.

b) Le délai de renouvellement est fixé à 2 ans.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 4.525 F plus TVA.

PROTHESES
(ISO 06)

2. PERRUQUES (ISO 06.30.03)

Conditions d'intervention

a) Un avis motivé d'un médecin doit attester que la calvitie totale ou quasi-totale est la conséquence d'une maladie ou d'une déficience justifiant l'accès aux prestations de l'Agence, et que cette calvitie n'est pas due à un traitement chimio - et/ou radiothérapeutique donnant lieu à un remboursement de l'INAMI.

b) Le délai de renouvellement est celui prévu à la nomenclature de l'INAMI pour la même prestation.

Modalité d'intervention

Le montant de l'intervention de l'Agence est celui prévu à la nomenclature de l'INAMI pour la même prestation.

AIDES POUR LES SOINS PERSONNELS ET LA PROTECTION
(ISO 09)

3. AIDES POUR L'HYGIENE (ISO 09.12)

3.1. Sièges percés (avec ou sans roulettes) (ISO 09.12.03)

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur présente une déficience de nature à affecter gravement les déplacements et que la durée de cette incapacité est évaluée à plus d'1 an à dater de la demande.

b) L'aide doit être justifiée par la configuration des lieux.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

3.1.1. Siège percé sans roulettes : 4.095 F plus TVA.

3.1.2. Siège percé avec roulettes : 8.865 F plus TVA.

4. PRODUITS ABSORBANTS POUR INCONTINENTS (ISO 09.30)

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier que l'incontinence urinaire ou fécale résulte :

— de lésions neurologiques médullaires ou de lésions (congénitales ou acquises) du bas appareil urinaire ou de l'appareil intestinal;

— ou d'un retard de développement psychomoteur ou mental;

— ou d'une affection psychique.

L'avis doit également spécifier :

— le degré d'incontinence (seuls les degrés 3 et 4 de l'échelle de KATZ sont pris en considération);

— s'il s'agit d'une incontinence diurne et/ou nocturne, urinaire et /ou fécale;

— si la personne utilise des sondes.

b) La décision de l'Agence couvre deux années civiles : elle peut être prolongée sur production d'un nouvel avis médical motivé.

c) Aucune intervention n'est accordée pour les pommades et les poudres.

Modalités d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est modulée comme suit :

PLAFOND ANNUEL	PLAFOND ANNUEL REDUIT *
<u>Enfants de 3 à 12 ans</u>	
4.1. : enfants de 6 à 12 ans incontinents seulement la nuit :	2.920 F plus TVA
4.2. : enfants de 3 à 12 ans incontinents sur le plan urinaire et utilisateurs de sondes :	4.380 F plus TVA
4.3. : enfants de 3 à 12 ans incontinents qui ne se sondent pas, et/ou qui présentent en outre une incontinence fécale :	6.885 F plus TVA
<u>Adultes et enfants de 12 ans et plus</u> (ou de moins de 12 ans qui pour des raisons médicales doivent utiliser des grandes tailles).	

PLAFOND ANNUEL	PLAFOND ANNUEL REDUIT *
4.4. : personnes incontinentes uniquement la nuit : 18.980 F plus TVA	4.745 F plus TVA
4.5. : personnes incontinentes sur le plan urinaire et utilisateurs de sondes : 28.470 F plus TVA	7.118 F plus TVA
4.6. : personnes incontinentes qui ne se sondent pas et/ou qui présentent en outre une incontinence fécale : 49.440 F plus TVA	12.360 F plus TVA

* intervention limitée au quart du plafond annuel pour les demandeurs fréquentant un internat ou un service résidentiel subventionné par un pouvoir public autre que l'Agence et qui retournent au domicile durant les vacances scolaires.

5. AIDES POUR SE LAVER, SE BAIGNER ET SE DOUCHER (ISO 09.33)

5.1. Sièges de douche (ISO 09.33.03)

Condition d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur présente une déficience grave qui rend impossible le maintien en station debout sans appui ainsi que la nécessité de l'aide pour une période de plus d'1 an à dater de la demande.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

5.1.1. Siège de douche mural, relevable, muni d'un dossier et d'accoudoirs amovibles : 8.715 F plus TVA.

5.1.2. Pied de support pour siège de douche mural : 1.990 F plus TVA.

5.1.3. Chaise de douche munie de 4 petites roues pivotantes, d'accoudoirs escamotables, percée (lunette de toilette ouverte à l'avant) ou non percée : 16.935 F plus TVA.

6. AIDES TECHNIQUES DIVERSES

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier qu'en raison des limitations fonctionnelles découlant de sa déficience, l'intéressé est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée et qu'il recouvre son autonomie grâce à celle-ci.

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé.

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 4.500 F plus TVA.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 4.500 F plus TVA par aide technique.

AIDES POUR LA MOBILITE PERSONNELLE (ISO 12)

7. AIDES DE MARCHÉ MANIPULEES PAR UN BRAS (ISO 12.03)

7.1. Canes - béquilles

Condition d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier l'origine de la déficience et ses répercussions au niveau de la locomotion. Il doit préciser également le type d'aide ambulatoire requis, le nombre de cannes, ainsi que la nécessité de l'aide pour une période de plus d'1 an à dater de la demande.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

7.1.1. Canne de marche (ISO 12.03.03) : 570 F plus TVA.

7.1.2. Canne avec appui d'avant-bras (ISO 12.03.06) : 849 F la paire plus TVA.

7.1.3. Canne avec support d'avant-bras pour arthritique (ISO 12.03.09) : 2.705 F plus TVA.

7.1.4. Béquille avec appui axillaire (ISO 12.03.12) : 1.041 F plus TVA.

7.1.5. Canne tripode (ISO 12.03.15) : 1.270 F plus TVA.

7.1.6. Canne quadripode (ISO 12.03.18) : 1.495 F plus TVA.

8. ADAPTATIONS POUR VOITURES AUTOMOBILES (ISO 12.12)

Conditions générales d'intervention

a) Les adaptations reprises ci-dessous doivent servir à la personne handicapée conductrice du véhicule. Celle-ci doit fournir une copie de son permis de conduire adapté et/ou un certificat d'aptitude à la conduite.

Lorsque la personne handicapée doit être véhiculée par un tiers, seules les adaptations visées sous les rubriques 8.2., 8.3.2., 8.3.3., 8.4., 8.5., 8.6., 8.7. et 8.8. peuvent faire l'objet d'une intervention.

b) Les demandes pour les adaptations visées sous les rubriques 8.2., 8.3., 8.4., 8.5., 8.6. et 8.8. doivent être accompagnées d'un rapport du Centre d'Adaptation à la Route pour Automobilistes Handicapés (C.A.R.A.)

c) L'adaptation doit être faite :

- sur un véhicule neuf;
- sur un véhicule acheté neuf ayant moins de 5 ans au moment de la demande d'intervention;
- sur un véhicule acheté d'occasion ayant moins de 5 ans au moment de la demande d'intervention.

La condition d'âge de la voiture ne s'applique pas aux adaptations transférables.

d) Le délai de renouvellement pour les adaptations non transférables est de 5 ans.

e) En cas de changement du véhicule avant le délai prévu au point d), une intervention pour le renouvellement de l'adaptation n'est possible que si le changement est dû à un usage professionnel intensif, à une modification de la situation professionnelle ou de la composition de famille, ou à une aggravation de la déficience.

f) Endéans le délai de cinq ans, l'aménagement n'est pas renouvelé lorsque le véhicule doit être réparé ou remplacé par suite d'un accident.

g) En ce qui concerne les adaptations transférables, seuls sont susceptibles d'intervention les frais de transfert lors du changement de véhicule.

h) Le paiement de l'intervention par l'Agence est subordonné à la production d'une copie de l'attestation d'agrément, établie conformément aux directives réglementaires en la matière.

i) Aucune intervention n'est octroyée pour le verrouillage central, la climatisation du véhicule, les vitres électriques, les rétroviseurs électriques et la direction assistée.

Modalités générales d'intervention

a) L'Agence intervient dans le montant de la TVA afférente aux adaptations sur production d'une attestation de l'Office de contrôle de la TVA du ressort du domicile du demandeur précisant le taux réellement laissé à sa charge.

b) L'intervention de l'Agence dans le coût des différentes adaptations permettant l'accès au véhicule est limitée à 320.000 F plus TVA.; celles-ci sont visées sous les rubriques 8.3.2/8.3.3/8.4/8.5/8.6 et 8.8.

8.1. Adaptation de la conduite (ISO 12.12.03)

8.1.1. Installation de l'accélérateur et des freins sous ou sur le volant.

Condition spécifique d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur présente une perte fonctionnelle importante des membres inférieurs ou une amputation des membres inférieurs.

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

8.1.1.1. Installation sous le volant : 40.055 F plus TVA.

8.1.1.2. Installation sur le volant/système mécanique : 58.500 F plus TVA.

8.1.1.3. Installation sur le volant/système électronique : 90.000 F plus TVA.

8.1.2. Transmission automatique ou semi-automatique

Condition spécifique d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur présente une perte fonctionnelle importante des membres inférieurs et/ou supérieurs, ou une amputation d'un membre supérieur et/ou inférieur.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 31.500 F plus TVA

8.1.3. Déplacement de la pédale d'accélération

Condition spécifique d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur présente une perte fonctionnelle du membre inférieur droit ou une amputation du membre inférieur droit.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 10.000 F plus TVA

8.1.4. Déplacement des commandes électriques

Condition spécifique d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur présente une perte fonctionnelle importante des membres supérieurs ou une amputation d'un membre supérieur.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 59.000 F plus TVA

8.2. Harnais (ISO 12.12.09)

Condition spécifique d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est usager de fauteuil roulant ou est atteint d'incapacité sévère de l'appareil locomoteur (tronc et/ou membres inférieurs) rendant le maintien en position assise très difficile.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention dans le coût limité à 8.500 F plus TVA

8.3. Sièges de voiture conçus spécialement (ISO 12.12.12)

Condition spécifique d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est usager de fauteuil roulant ou est atteint de déficience sévère de l'appareil locomoteur (tronc et/ou membres inférieurs) rendant très difficile le maintien en position assise et/ou la manipulation du siège. La durée de cette incapacité doit être évaluée à plus d'un an à dater de la demande.

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

8.3.1. Siège ergonomique pour le conducteur : 52.000 F plus TVA

8.3.2. Siège pivotant : 31.000 F plus TVA

8.3.3. Siège sortant pivotant : 42.000 F plus TVA

8.3.4. Réglage électrique du siège conducteur : 39.000 F plus TVA.

8.4. Lève-personne (non prévu pour le fauteuil roulant) pour voiture

Condition spécifique d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est incapable de se transférer du fauteuil roulant sur le siège de la voiture. La durée de cette incapacité doit être évaluée à plus d'un an à dater de la demande.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 107.000 F plus TVA

8.5. Plateau élévateur arrière ou latéral pour soulever la personne assise dans son fauteuil roulant à l'intérieur du véhicule (ISO 12.12.18)

Condition spécifique d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur, usager de fauteuil roulant, est incapable de se transférer seul. La durée de cette incapacité doit être évaluée à plus d'un an à dater de la demande.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 200.000 F plus TVA

8.6. Aides pour le chargement du fauteuil roulant à l'intérieur d'une voiture (ISO 12.12.21)

Condition spécifique d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur, usager de fauteuil roulant, est incapable de charger celui-ci dans le véhicule.

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

8.6.1. Chargement dans l'habitacle par bras manipulateur électrique : 84.000 F * plus TVA

* Avec modification de la portière arrière, ce montant est porté à 189.000 F plus TVA

8.6.2. Chargement dans le coffre par bras manipulateur :

8.6.2.1. Chargement d'un fauteuil roulant manuel pliant : 60.000 F plus TVA

8.6.2.2. Chargement d'un fauteuil roulant électrique : 98.000 F plus TVA

8.6.3. Chargement du fauteuil roulant sur le toit : 145.000 F plus TVA

8.7. Equipements d'arrimage d'un fauteuil roulant dans une voiture (ISO 12.12.24)

Condition spécifique d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est usager de fauteuil roulant.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût des fixations et des rails de fixation est limitée à 32.000 F plus TVA

8.8. Adaptations de la structure de la voiture pour augmenter son accessibilité (ISO 12.12.27)

Condition spécifique d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur, usager de fauteuil roulant, est incapable de se transférer.

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

8.8.1. Abaissement du plancher arrière : 270.000 F plus TVA

8.8.2. Rehaussement du toit : 25.000 F plus TVA

8.8.3. Aplanissement du plancher : 20.000 F plus TVA

9. FAUTEUILS ROULANTS (ISO 12.21)

Conditions générales d'intervention

a) Le fauteuil roulant doit figurer sur la liste des appareils pris en considération pour le remboursement de l'assurance soins de santé obligatoire.

b) Outre les critères médicaux donnant droit au remboursement de l'assurance soins de santé obligatoire, l'Agence est susceptible d'intervenir, sur base d'un avis médical motivé, pour les personnes présentant des troubles locomoteurs résultant d'une pathologie cardio-vasculaire ou respiratoire. Un rapport médical doit attester que la consommation maximale d'oxygène est inférieure ou égale à un seuil moyen de 16 ml/kg/minute, pondéré en fonction de l'âge, du sexe et du poids, selon la classification dite de WEBER pour insuffisants cardiaques et pulmonaires.

c) Les délais de renouvellement de l'Agence sont identiques à ceux appliqués par l'assurance soins de santé obligatoire.

Toutefois, l'Agence est susceptible d'intervenir pour le renouvellement d'un fauteuil roulant dans un délai inférieur, à condition qu'un avis médical motivé spécifie que cette nécessité est due à une modification anatomique importante liée à l'évolution de la déficience.

d) L'Agence est susceptible d'intervenir dans le coût d'un fauteuil roulant supplémentaire à celui dont dispose déjà le demandeur, à condition que celui-ci en justifie la nécessité en raison de l'utilisation au domicile d'un élévateur d'escaliers avec siège ou, si le véhicule automobile n'a pas été adapté, en raison de difficultés de transport et/ou de manipulation du fauteuil.

e) Les frais d'entretien qui résultent d'une usure normale du fauteuil roulant peuvent donner lieu à intervention à concurrence d'un plafond annuel correspondant à 10 % de la valeur du fauteuil et de ses accessoires nomenclaturés, telle qu'elle était fixée par l'assurance soins de santé obligatoire au moment de l'achat. Cette intervention peut être fractionnée.

f) Les frais de réparation qui résultent d'un bris ou d'un accident survenu au fauteuil roulant peuvent donner lieu à intervention à concurrence d'un plafond correspondant à 40 % de la valeur du fauteuil et de ses accessoires nomenclaturés telle qu'elle était fixée par l'assurance soins de santé obligatoire au moment de l'achat. Ce plafond s'applique sur la durée du délai minimum de renouvellement fixé par l'assurance soins de santé obligatoire.

Modalités générales d'intervention

Sauf modalités spécifiques reprises ci-après, l'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à la valeur du fauteuil roulant et de ses accessoires fixés par la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance soins de santé obligatoire et selon les montants de remboursements afférents.

9.1. Fauteuils roulants manuels manoeuvrés par un accompagnateur (ISO 12.21.03)

9.2. Fauteuils roulants manuels propulsés par l'utilisateur (ISO 12.21.06, 12.21.09, 12.21.12)

9.2.1. Fauteuils roulants d'un poids supérieur à 17kg

9.2.2. Fauteuils roulants d'un poids inférieur à 17 kg

Condition spécifique d'intervention

Le demandeur doit poursuivre des activités entraînant des déplacements à l'extérieur du domicile.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence est complémentaire à celle de l'assurance soins de santé obligatoire. Elle se limite à la moitié de celle-ci et ce, jusqu'à concurrence des frais exposés.

9.3. Fauteuils roulants à entraînement par moteur électrique (ISO 12.21.24, 12.21.27)

Condition spécifique d'intervention

L'Agence est susceptible d'intervenir, sur base d'un avis médical motivé, pour les personnes qui présentent des troubles aux membres supérieurs les rendant totalement incapables de manoeuvrer un fauteuil roulant à propulsion personnelle, ou qui justifient de la nécessité de l'aide compte tenu d'activités entraînant des déplacements à l'extérieur du domicile.

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence est complémentaire à celle de l'assurance soins de santé obligatoire.

Elle se limite à la moitié de celle-ci et ce, jusqu'à concurrence des frais exposés à l'exception des modalités spécifiques d'intervention prévues à l'alinéa suivant.

Si l'assurance soins de santé obligatoire est intervenue dans le coût du fauteuil à concurrence du montant du remboursement prévu pour un fauteuil roulant manuel et ses accessoires, ou pour une valeur égale à la différence entre un fauteuil roulant électrique et un fauteuil roulant manuel, l'intervention de l'Agence est égale au maximum à 150 % du montant de remboursement prévu pour un fauteuil roulant à entraînement par moteur électrique, déduction faite de l'intervention de l'assurance de soins de santé obligatoire, jusqu'à concurrence des frais exposés.

10. AIDES POUR LEVER (ISO 12.36)

Condition générale d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est incapable de se mouvoir seul suite à une déficience grave et que la durée de cette incapacité est évaluée à plus d'1 an à dater de la demande. En outre, la demande doit comporter des éléments, quant aux capacités et incapacités du demandeur et à son environnement physique et social, qui justifient le type d'appareil sollicité.

10.1. Lève-personnes sur roues avec siège à sangles (ISO 12.36.03)

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

10.1.1. Modèle hydraulique (sangles non comprises) : 42.263 F plus TVA.

10.1.2. Modèle électrique (sangles non comprises) : 71.600 F plus TVA.

10.2. Lève-personnes fixé au mur, entre des murs, au sol et/ou au plafond (ISO 12.36.12)

10.2.1. Lève-personnes électrique sur rails

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

10.2.1.1. Modèle avec moteur simple : 135.000 F plus TVA

10.2.1.2. Modèle avec moteur double : 155.000 F plus TVA

Un supplément de 70.000 F plus TVA peut être octroyé si il y a nécessité :

— soit d'accéder à une seconde pièce;

— soit d'installer un type d'aiguillage pour améliorer les transferts vers les différents éléments d'une même pièce.

10.3. Lève-personnes fixés, montés dans et/ou sur un autre produit (ISO 12.36.15)

10.3.1. Lève-personnes pour le bain, actionné par pression de l'eau, ou mécaniquement, ou électriquement.

Condition spécifique d'intervention

L'avis médical doit également spécifier que le demandeur est capable d'entrer et de sortir seul de la baignoire avec le matériel adapté.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 38.710 F plus TVA.

10.4. Eléments de soutien pour lève-personnes (ISO 12.36.21)

Condition spécifique d'intervention

Le délai de renouvellement est fixé à 5 ans.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

10.4.1. Sangles pour lève-personnes hydraulique/électrique : 6.500 F plus TVA

10.4.2. Chassis -mains : 21.100 F plus TVA

10.4.3. Support cuisse : 3.100 F plus TVA

11. AIDES POUR S'ORIENTER (ISO 12.39)

11.1. Cannes tactiles (blanches) (ISO 12.39.03)

Conditions d'intervention

a) Un rapport médical établi par un médecin ophtalmologue doit stipuler qu'après correction optique, le demandeur présente, à chaque il, soit une acuité égale ou inférieure à un dixième, soit un champ visuel inférieur à 20°; ou qu'il est atteint d'héméralopie.

b) Le demandeur doit maîtriser les techniques de déplacement ou suivre des cours dans ce but.

c) Le délai de renouvellement est fixé à 1 an.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 968 F plus TVA pour la canne et 545 F plus TVA pour un embout spécial.

11.2. Chien-guide

Conditions d'intervention

a) Un rapport médical établi par un médecin ophtalmologue doit stipuler qu'après correction optique, le demandeur présente, à chaque il, soit une acuité égale ou inférieure à un dixième, soit un champ visuel inférieur à 20°.

b) Le chien doit être fourni par l'intermédiaire d'une instance reconnue par le Comité de gestion de l'Agence pour la délivrance de chiens-guides et la formation de la personne handicapée à l'usage d'un chien-guide, à savoir : La Ligue Braille, les Amis des Aveugles, Licht en Liefde, Koninklijke Maatschappij voor Blinden.

c) Le paiement de l'intervention par l'Agence est subordonné à la production d'un rapport de suivi positif établi par l'instance reconnue trois mois après la date de la mise à disposition du chien auprès de la personne handicapée.

d) L'intervention dans le coût d'achat d'un chien-guide peut être renouvelée sur attestation d'un médecin-vétérinaire indépendant du centre de dressage et de l'instance reconnue qui a délivré le chien acquis précédemment.

Modalité d'intervention

L'Agence octroie une intervention forfaitaire dans le coût d'achat et du dressage du chien, ainsi que dans le coût de la formation du demandeur. Cette intervention est limitée à 162.000 F.

12. AIDES TECHNIQUES DIVERSES

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier qu'en raison des limitations fonctionnelles découlant de sa déficience, l'intéressé est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée et qu'il recouvre son autonomie grâce à celle-ci.

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé.

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 4.500 F plus TVA.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 4.500 F plus TVA par aide technique.

AIDES POUR LES DOMESTIQUES (ISO 15)

13. AIDES TECHNIQUES DIVERSES

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier qu'en raison des limitations fonctionnelles découlant de sa déficience, l'intéressé est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée et qu'il recouvre son autonomie grâce à celle-ci.

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé.

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 4.500 F plus TVA.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 4.500 F plus TVA par aide technique.

AMENAGEMENTS ET ADAPTATIONS DE MAISONS (ISO 18)

14. CONSTRUCTION D'UN LOGEMENT ADAPTE

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est usager de fauteuil roulant ou susceptible de le devenir compte tenu du caractère évolutif de la pathologie dont il souffre.

b) Une attestation de l'architecte doit justifier l'augmentation des surfaces rendue nécessaire pour permettre la circulation en fauteuil roulant par rapport à la même construction non adaptée. Une copie des plans y sera jointe.

c) La personne handicapée ou son représentant légal doit produire l'acte de propriété du terrain, les prescriptions urbanistiques et esthétiques éventuelles, le permis de bâtir.

d) L'Agence peut accorder une seconde intervention en cas de déménagement justifié par :

— le départ du domicile parental afin de vivre de manière indépendante;

— des raisons professionnelles, lorsque la distance entre le nouveau lieu de travail et l'ancien domicile entraîne une absence de celui-ci supérieure à 12 heures.

e) Le cumul de l'intervention prévue pour la construction d'un logement adapté et celle pour l'adaptation d'un logement existant est exclu sauf en cas de déménagement justifié comme indiqué ci-dessus (point d).

f) L'intervention de l'Agence peut être cumulée avec celles accordées par d'autres pouvoirs publics.

Modalités d'interventions

a) L'intervention totale de l'Agence est limitée à :

— 8 % du coût du logement à construire hors TVA;

— 360.766 F plus TVA si le coût réel de la construction est supérieur à 4.509.575 F hors TVA, coût de référence indexé suivant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 1996. Cette intervention peut être soumise à majoration comme indiqué au point b) ci-dessous.

b) Les montants d'intervention sont majorés :

1) de 5 % en fonction du nombre d'enfants à charge à partir du deuxième.

Pour définir le nombre d'enfants à charge :

— l'enfant handicapé à plus de 66 % est compté pour deux enfants à charge;

— le demandeur handicapé ou son conjoint cohabitant handicapé ou son concubin handicapé à plus de 66 % est considéré comme un enfant à charge;

— la personne handicapée à plus de 66 % habitant sous le même toit que le demandeur et possédant avec celui-ci ou son conjoint un lien de parenté allant jusqu'au deuxième degré est considéré comme un enfant à charge;

— cette majoration est limitée à 15 %.

2) de 20 % si le logement est situé dans une commune soumise à des pressions immobilières importantes dont la liste est déterminée par le gouvernement wallon.

c) Aucune intervention n'est accordée pour les terrasses et vérandas.

15. ADAPTATION D'UN LOGEMENT EXISTANT

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier que :

— que le demandeur est usager de fauteuil roulant ou est susceptible de le devenir compte tenu du caractère évolutif de la pathologie dont il souffre;

— ou que le demandeur souffre de troubles résultant d'une pathologie cardiaque, vasculaire, respiratoire, de la colonne vertébrale ou des membres inférieurs et/ou supérieurs entraînant des troubles locomoteurs et rendant les déplacements et les franchissements d'obstacles très difficiles. En ce qui concerne les pathologies cardio-vasculaires et respiratoires, la consommation maximale d'oxygène doit être inférieure ou égale à un seuil moyen de 16 ml/kg/minute, pondéré en fonction de l'âge, du sexe et du poids, selon la classification dite de WEBER pour insuffisants cardiaques et pulmonaires.

b) Le demandeur doit produire :

1) l'acte de propriété du logement à adapter;

2) ou s'il est locataire, la soumission d'un bail authentique enregistré fixant à 1 an par tranche d'intervention de 21.222 F la durée de la location, celle-ci ne devant pas excéder 9 ans, ainsi qu'une déclaration écrite du propriétaire marquant son accord sur les aménagements prévus. S'il s'agit d'un logement appartenant à une société de logements sociaux, preuve doit être apportée qu'il y a eu concertation préalable entre le locataire et la société et projet de réalisation des adaptations en fonction des besoins spécifiques du locataire;

3) ou s'il est hébergé chez un proche parent ou allié au premier ou deuxième degré propriétaire de l'immeuble à aménager, un accord écrit de celui-ci à héberger le demandeur pendant une durée calculée comme repris sous 2);

4) ou s'il est hébergé comme indiqué au point 3) mais que ce proche parent n'est pas propriétaire, les mêmes documents qu'aux points 2) et 3);

5) le plan du logement reprenant la situation de celui-ci avant et après adaptation;

c) L'intervention de l'Agence peut être cumulée aux interventions accordées par d'autres pouvoirs publics à condition que le total des différentes interventions n'excède pas le montant des frais exposés.

d) L'Agence peut accorder une seconde intervention en cas de déménagement justifié par :

— le départ du domicile parental afin de vivre de manière indépendante;

— des raisons professionnelles, lorsque la distance entre le nouveau lieu de travail et l'ancien domicile entraîne une absence de celui-ci supérieure à 12 heures.

e) Le cumul de l'intervention prévue pour l'adaptation d'un logement existant et celle pour la construction d'un logement adapté est exclu sauf en cas de déménagement justifié comme indiqué ci-dessus (point d).

Modalités d'intervention

a) L'intervention de l'Agence vise les frais exposés dans le cadre de :

— l'adaptation de pièces existantes (destruction, reconstruction, parachèvement) à l'exclusion du mobilier de cuisine, de salle de bains et des sanitaires.

— la construction de pièces annexes justifiée par la nécessité de réorganiser le logement.

b) L'intervention totale de l'Agence est limitée à 541.149 F plus TVA. Cette intervention peut-être soumise à majoration comme indiqué au point c) ci-dessous.

L'intervention de l'Agence dans le coût de l'adaptation des voies d'accès au logement, y compris l'accessibilité aux terrasses et vérandas existantes, est limitée à 138.755 F plus TVA.

c) Les montants d'intervention sont majorés :

1) de 5 % en fonction du nombre d'enfants à charge à partir du deuxième

Pour définir le nombre d'enfants à charge :

— l'enfant handicapé à plus de 66 % est compté pour deux enfants à charge;

— le demandeur handicapé ou son conjoint cohabitant handicapé ou son concubin handicapé à plus de 66 % est considéré comme un enfant à charge;

— la personne handicapée à plus de 66 % habitant sous le même toit que le demandeur et possédant avec celui-ci ou son conjoint un lien de parenté allant jusqu'au deuxième degré est considéré comme un enfant à charge.

— cette majoration est limitée à 15 %.

2) de 20 % si le logement est situé dans une commune soumise à des pressions immobilières importantes dont la liste est déterminée par le gouvernement wallon.

16. MOBILIER DE CUISINE/MOBILIER DE SALLE DE BAIN/SANITAIRES

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est usager de fauteuil roulant ou présente une déficience entraînant des limitations fonctionnelles sur le plan moteur et/ou des difficultés à utiliser un équipement standard et que la durée de cette incapacité est évaluée à plus d'1 an à dater de la demande.

b) L'intervention vise :

— le remplacement et/ou l'adaptation de meubles de cuisine et/ou de salle de bains;

— l'achat et le placement d'équipements sanitaires grâce auxquels la personne recouvre son autonomie.

c) S'il s'agit d'un équipement non transférable, le demandeur doit produire :

1) l'acte de propriété du logement à équiper;

2) ou s'il est locataire, la soumission d'un bail authentique enregistré fixant à 1 an par tranche d'intervention de 21.222 F la durée de la location, ainsi qu'une déclaration écrite du propriétaire marquant son accord sur les aménagements prévus. S'il s'agit d'un logement appartenant à une société de logements sociaux, preuve doit être apportée qu'il y a eu concertation préalable entre le locataire et la société et projet de réalisation des adaptations en fonction des besoins spécifiques du locataire;

3) ou s'il est hébergé chez un proche parent ou allié au premier ou deuxième degré propriétaire de l'immeuble à aménager, un accord écrit de celui-ci à héberger le demandeur pendant une durée calculée comme repris sous 2);

4) ou s'il est hébergé comme indiqué au point 3) mais que ce proche parent n'est pas propriétaire, les mêmes documents qu'aux points 2) et 3).

d) S'il s'agit d'un équipement non transférable, l'Agence peut accorder une seconde intervention en cas de déménagement justifié par :

- le départ du domicile parental afin de vivre de manière indépendante;
- des raisons professionnelles, lorsque la distance entre le nouveau lieu de travail et l'ancien domicile entraîne une absence de celui-ci supérieure à 12 heures.

Modalités d'intervention

a) L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 71.686 F plus TVA.

b) L'intervention peut être fractionnée.

17. CONVERSION DES APPAREILS DE CHAUFFAGE

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical délivré :

— soit par un médecin ophtalmologue stipulant qu'après correction optique, le demandeur présente au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes;

— soit par un médecin généraliste, stipulant qu'il souffre d'une pathologie de la colonne vertébrale ou des membres supérieurs et/ou inférieurs ou de troubles résultant de maladies du système cardio-respiratoire. Dans ce dernier cas, l'avis médical doit en outre attester que la consommation maximale d'oxygène est inférieure ou égale à un seuil moyen de 16 ml/kg/minute, pondéré en fonction de l'âge, du sexe et du poids, selon la classification dite de WEBER pour insuffisants cardiaques et pulmonaires.

— soit par un médecin généraliste spécifiant que le demandeur, usager de fauteuil roulant, est incapable de se servir du système de chauffage de son logement qui nécessite un approvisionnement journalier en combustible.

b) Le rapport médical doit également spécifier que la durée de l'incapacité est évaluée à plus d'1 an à dater de la demande.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 71.686 F plus TVA.

18. MOBILIER D'ASSISE (ISO 18.09)

18.1. Sièges spéciaux (ISO 18.09.21)

18.1.1. Siège - lift

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé par médecin spécialiste en neurologie, rhumatologie ou chirurgie orthopédique doit spécifier que l'intéressé souffre d'une pathologie entraînant une faiblesse musculaire se traduisant par d'importantes difficultés à la marche et des difficultés de préhension et/ou des troubles de l'équilibre. L'avis médical doit, en outre, préciser les caractéristiques du siège à acquérir.

b) L'usage du siège doit être lié à l'exercice d'une activité régulière.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût d'un siège - lift est limitée à 90.636 F plus TVA.

19. LITS (ISO 18.12)

19.1. Lits hydrauliques ou électriques

Condition générale d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur, usager de fauteuil roulant, est incapable, en raison de sa déficience, d'effectuer les transferts liés au coucher et au lever et de se positionner dans le lit en fonction des nécessités. La durée de cette incapacité doit être évaluée à plus d'1 an à dater de la demande.

19.1.1. Lits et sommiers amovibles, réglables par pompe hydraulique (ISO 18.12.07)

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 37.562 F plus TVA.

19.1.2. Lits et sommiers amovibles, à réglage électrique (ISO 18.12.10)

Condition spécifique d'intervention

L'avis médical doit spécifier, en outre, que le demandeur est capable, grâce au matériel adapté, d'effectuer les transferts et de se positionner seul.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 53.274 F plus TVA.

19.7. Barrières de lit et potences de suspension à fixer au lit (ISO 18.12.27)

19.7.1. Barrières de lit

Condition d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est atteint d'une déficience grave entraînant un risque de chute et que la durée de cette incapacité est évaluée à plus d'1 an à dater de la demande.

Modalité d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 5.065 F plus TVA.

19.2.2. Potences de suspension à fixer au lit

Condition d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est incapable suite à une déficience grave, de se redresser sans aide et que la durée de cette incapacité est évaluée à plus d'1 an à dater de la demande.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 3.875 F plus TVA.

20. DISPOSITIFS DE SOUTIEN (ISO 18.18)

20.1. Barres d'appui et poignées d'appui

Condition d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que suite à une déficience grave, le demandeur est incapable, en l'absence de cette aide, de se mobiliser sans risque et que la durée de cette incapacité est évaluée à plus d'1 an à dater de la demande.

Modalités d'intervention

a) L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée :

20.1.1. : appui rabattable pour le WC :	3.140 F plus TVA
20.1.2. : set de support pour appui rabattable :	1.375 F plus TVA
20.1.3. : appui fixe (70 cm maximum) :	2.155 F plus TVA
20.1.4. : appui mural courbe :	1.640 F plus TVA
20.1.5. : appui mural droit :	1.335 F plus TVA

b) L'intervention de l'Agence pour l'ensemble des prestations nécessaires est limitée à 15.000 F plus TVA.

21. DISPOSITIFS D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DE PORTES, DE FENETRES ET DE RIDEAUX (ISO 18.21)

21.1. Dispositifs d'ouverture et de fermeture de porte (ISO 18.21.03)

21.1.1. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est :

— usager de fauteuil roulant;

— ou souffre d'une pathologie de la colonne vertébrale ou des membres supérieurs et/ou inférieurs;

— ou souffre de troubles résultant de maladies du système cardio-respiratoire. Dans ce cas, l'avis médical doit en outre attester que la consommation maximale d'oxygène est inférieure ou égale à un seuil moyen de 16 ml/kg/minute, pondéré en fonction de l'âge, du sexe et du poids, selon la classification dite de WEBER pour insuffisants cardiaques et pulmonaires, ce qui le rend incapable de manipuler une porte de garage standard.

L'avis médical doit également spécifier que la durée de l'incapacité est évaluée à plus d'1 an à dater de la demande.

b) Le demandeur doit être conducteur du véhicule; s'il ne l'est pas, le garage doit représenter pour lui le seul accès possible à l'habitation.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

21.1.1.1. Système de commande d'une porte débordante : 25.000 F plus TVA

21.1.1.2. Système de commande d'une porte non débordante : 37.450 F plus TVA

21.1.2. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte d'entrée (ISO 18.21.03)

Condition d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est usager de fauteuil roulant.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût du système est limitée à 68.500 F plus TVA.

22. DISPOSITIFS DE CHANGEMENT DE NIVEAU (ISO 18.30)

Conditions générales d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est :

— usager de fauteuil roulant;

— ou souffre de troubles locomoteurs rendant impossible et de manière définitive l'usage d'escaliers. Si la personne souffre de troubles résultant de maladies du système cardio-respiratoire, le rapport médical doit attester en outre que la consommation maximale d'oxygène est inférieure ou égale à un seuil moyen de 16 ml/kg/minute, pondéré en fonction de l'âge, du sexe et du poids selon la classification dite de WEBER pour insuffisants cardiaques et pulmonaires.

b) La configuration du logement du demandeur doit justifier le placement de ce type d'appareil.

L'appareil ne peut être placé que dans une maison unifamiliale.

c) Le demandeur doit produire :

1) l'acte de propriété du logement à adapter;

2) ou s'il est locataire, des garanties de durabilité de la location par la soumission d'un bail authentique enregistré fixant à 1 an par tranche d'intervention de 21.222 F la durée de la location, celle-ci ne devant pas excéder 9 ans, ainsi qu'une déclaration écrite du propriétaire marquant son accord sur les aménagements prévus. S'il s'agit d'un logement appartenant à une société de logements sociaux, preuve doit être apportée qu'il y a eu concertation préalable entre le locataire et la société et projet de réalisation des adaptations en fonction des besoins spécifiques du locataire;

3) ou s'il est hébergé chez un proche parent ou allié au premier ou deuxième degré propriétaire de l'immeuble à aménager, un accord écrit de celui-ci à héberger le demandeur pendant une durée calculée comme repris sous 2);

4) ou s'il est hébergé comme indiqué au point 3) mais que ce proche parent n'est pas propriétaire, les mêmes documents qu'aux points 2) et 3);

d) L'Agence peut accorder une seconde intervention en cas de déménagement justifié par :

— le départ du domicile parental afin de vivre de manière indépendante;

— des raisons professionnelles, lorsque la distance entre le nouveau lieu de travail et l'ancien domicile entraîne une absence de celui-ci supérieure à 12 heures.

e) Le cumul des prestations est refusé.

f) Les frais d'entretien, qui résultent d'une usure normale du dispositif de changement de niveau pour lequel l'Agence est intervenue, peuvent donner lieu à une intervention limitée à un plafond annuel correspondant à 3 % du montant des frais exposés visés aux articles 9 et 10 du présent arrêté.

Cette intervention peut être fractionnée.

g) Les frais de réparation, qui résultent d'un bris ou d'un accident survenu au dispositif de changement de niveau pour lequel l'Agence est intervenue, peuvent donner lieu à une intervention à concurrence d'un plafond correspondant à 30 % du montant des frais exposés visés aux articles 9 et 10 du présent arrêté.

Cette intervention peut être fractionnée.

h) Pour la prestation visée sous la rubrique 22.4, une seule condition doit être satisfaite : un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est usager de fauteuil roulant.

22.1. Elévateurs verticaux pour personnes (ISO 18.30.03)

22.1.1. Ascenseurs

Conditions spécifiques d'intervention

a) L'avis médical doit également spécifier également que la personne est incapable de se transférer du fauteuil roulant sur un élévateur d'escaliers avec siège ou est susceptible de le devenir compte tenu de la pathologie dont elle souffre.

b) L'ascenseur doit répondre à la Directive économique 95/16.CEE relative aux ascenseurs; à cet égard, il doit :

- être pourvu du marquage « CE »;
- subir un examen de type « CE » par un organisme notifié;
- être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant.

c) Une déclaration par un organisme de contrôle accrédité et agréé doit attester que l'appareil installé répond aux normes en vigueur.

d) Il ne peut y avoir de cumul entre l'intervention pour le placement d'un ascenseur et l'intervention pour la construction d'un logement adapté, sauf aggravation imprévisible de la déficience entre les deux demandes.

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 900.000 F plus TVA.

22.1.2. Travaux d'aménagement

L'intervention de l'Agence dans le coût des travaux d'aménagement liés au placement de l'ascenseur est limitée à 55.503 F plus TVA.

22.2. Monte-charge et plateformes élévatrices (ISO 18.30.06)

Conditions spécifiques d'intervention

a) L'avis médical doit également spécifier que la personne est incapable de se transférer du fauteuil roulant sur un élévateur d'escaliers avec siège, ou est susceptible de le devenir compte tenu de la pathologie dont elle souffre.

b) L'appareil doit répondre à la Directive économique 89/392/CEE modifiée par les directives 91/368/CEE, 93/44/CEE et 93/68/CEE relatives aux machines; à cet égard, il doit :

- être pourvu du marquage « CE »
- être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant.

c) Pour l'appareil présentant un risque de chute verticale supérieure à trois mètres (uniquement pour les appareils visés au point 22.2.3.) : subir un examen de type « CE » par un organisme notifié.

d) Une déclaration par un organisme de contrôle accrédité et agréé doit attester que l'appareil installé répond aux normes en vigueur.

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

22.2.1. Systèmes en X pour petites élévations : 137.500 F plus TVA

22.2.2. Systèmes pour élévations inférieures à 1,80 m : 250.000 F plus TVA

22.2.3. Systèmes pour élévations supérieures à 1m 80 jusqu'à 4 m desservant seulement deux niveaux : 680.000 F plus TVA

22.3. Elévateurs d'escaliers (ISO 18.30.09)

Conditions spécifiques d'intervention

a) L'appareil doit répondre à la Directive économique 89/392/CEE modifiée par les directives 91/368/CEE, 93/44/CEE et 93/68/CEE relatives aux machines; à cet égard, il doit :

- être pourvu du marquage « CE »
- être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant.

b) Une déclaration par un organisme de contrôle accrédité et agréé doit attester que l'appareil installé répond aux normes en vigueur.

22.3.1. Elévateur d'escaliers avec siège

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

22.3.1.1. Elévateur d'escaliers avec siège pour escaliers droits : 175.000 F plus TVA

22.3.1.2. Elévateur d'escaliers avec siège pour escaliers avec une courbe : 215.000 F plus TVA

22.3.1.3. Elévateur d'escaliers avec siège pour escaliers avec deux courbes : 250.000 F plus TVA

22.3.2. Elévateur d'escaliers avec plateforme

22.3.2.1. Elévateur d'escaliers pour escalier droit

Condition spécifique d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que la personne est incapable de se transférer sur un siège monte-escaliers ou susceptible de le devenir.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 195.500 F plus TVA.

22.4. Rampes portables (ISO 18.30.15)

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

22.4.1. rampes d'accès de 2 m, coulissantes : 20.000 F plus TVA

22.4.2. rampes d'accès de 3 m, coulissantes : 30.000 F plus TVA

22.4.3. plancher d'accès de 2 m, coulissant : 38.500 F plus TVA

23. AIDES TECHNIQUES DIVERSES

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier qu'en raison des limitations fonctionnelles découlant de sa déficience, l'intéressé est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée et qu'il recouvre son autonomie grâce à celle-ci.

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé.

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 4.500 F plus TVA.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 4.500 F plus TVA par aide technique.

AIDES POUR LA COMMUNICATION, L'INFORMATION ET LA SIGNALISATION
(ISO 21)

24. AIDES OPTIQUES (ISO 21.03)

24.1. Loupes

Condition d'intervention

Un avis médical motivé doit stipuler que l'intéressé présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'une loupe. L'avis médical préconisera également le type de loupe recommandé (sur pied ou non) (éclairante ou non) en fonction des incapacités du demandeur.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence est limitée à :

24.1.1. Loupes avec éclairage incorporé (ISO 21.03.12) : 3.476 F plus TVA.

24.1.2. Loupe sans éclairage (ISO 21.03.15) : 1.580 F plus TVA.

25. AIDES ELECTRO-OPTIQUES (ISO 21.06)

25.1. Systèmes vidéo agrandissant l'image (ISO 21.06.03)

Conditions générales d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical d'un médecin ophtalmologue stipulant qu'après correction optique l'intéressé présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes le rendant incapable d'accéder à l'écrit sans matériel spécifique.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le modèle de système recommandé, compte tenu du caractère évolutif ou non de la pathologie, du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais réalisés avec le matériel préconisé.

25.1.1. T.V. loupe avec plateau et écran adapté (système permettant la lecture et l'écriture)

Conditions spécifiques d'intervention

a) La demande d'intervention dans le coût de ce matériel doit être justifiée au minimum par une utilisation sur le lieu de l'activité professionnelle lorsque le poste de travail ne nécessite pas l'ordinateur, à domicile pour la réalisation de travaux divers, ou dans le cadre de l'enseignement maternel.

b) Le recours à la couleur doit être justifié par la nature des activités.

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

25.1.1.1. Version monochrome : 99.587 F plus TVA

25.1.1.2. Version couleur : 133.058 F plus TVA

25.1.2. T.V. loupe portable (système permettant la lecture)

Conditions spécifiques d'intervention

a) La demande d'intervention dans le coût de ce matériel doit être justifiée au minimum sur le lieu de l'activité professionnelle, lorsque le poste de travail ne nécessite pas l'ordinateur ou pour la réalisation de travaux au domicile.

b) Le recours au système portable complet doit être justifié par la nécessité régulière de prendre connaissance d'informations écrites à un endroit autre que celui où l'activité principale est exercée.

c) Le recours à la couleur doit être justifiée par la nature des activités.

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

25.1.2.1. Système portable sans écran version monochrome : 26.446 F plus TVA

25.1.2.2. Système portable sans écran version couleur : 61.900 F plus TVA

25.1.2.3. Système portable complet : 147.900 F plus TVA

25.1.3. T.V. loupe munie d'une caméra de tableau (permet la lecture et l'écriture)

Condition spécifique d'intervention

La demande d'intervention dans le coût de ce matériel doit être justifiée par l'utilisation sur le lieu de la scolarité : soit dans l'enseignement ordinaire primaire ou secondaire, soit dans un enseignement spécial non adapté aux déficients visuels.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 334.000 F plus TVA.

25.1.4. T.V. loupe à connecter à un ordinateur

Condition spécifique d'intervention

La demande d'intervention dans le coût de ce matériel doit être justifiée par l'utilisation dans le cadre de l'enseignement supérieur, ou sur le lieu de l'activité professionnelle.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 175.868 F plus TVA

25.1.5. Table de lecture motorisée pour T.V. loupe

Condition spécifique d'intervention

L'avis médical motivé doit également spécifier que le demandeur présente une déficience motrice (aux membres supérieurs, ou hyperkinésie, ou des troubles au niveau de la coordination spatiale ou de la coordination oculo-manuelle) rendant impossible la manipulation et la mobilisation du plateau de lecture, ou établir que le matériel est indispensable à l'autonomie complète.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 51.240 F plus TVA.

25.2. Machine à lire (ISO 21.06.06)

25.2.1. Décodeur braille

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical d'un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, l'intéressé présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à un dixième rendant l'écriture manuelle impossible sans matériel spécifique.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le type de décodeur préconisé, compte tenu de la nature des activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais réalisés.

c) Au cas où l'intéressé, dans un délai de cinq ans, solliciterait l'intervention de l'Agence dans le coût d'un matériel aux performances supérieures, l'Agence déduira le montant de l'intervention octroyée pour le décodeur braille.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 45.041 F plus TVA.

25.3. Logiciels pour agrandir (ISO 21.06.09)

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical d'un médecin ophtalmologue stipulant, qu'après correction optique, l'intéressé présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes le rendant incapable de prendre connaissance des informations paraissant sur un écran d'ordinateur sans l'aide d'un logiciel d'agrandissement.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le logiciel préconisé, compte tenu du caractère évolutif ou non de la pathologie, du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais réalisés.

c) La demande d'intervention dans le coût d'un logiciel d'agrandissement avec retour vocal doit être justifiée par un usage intensif de l'ordinateur dans le cadre scolaire ou professionnel.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

25.3.1. Logiciel d'agrandissement : 23.636 F plus TVA

25.3.2. Logiciel d'agrandissement avec retour vocal : 31.405 F plus TVA

26. INTERFACES D'ENTREE ET DE SORTIE ET ACCESSOIRES POUR ORDINATEURS, MACHINES A ECRIRE ET CALCULATEURS (ISO 21.09)

26.1. Interfaces d'entrée (ISO 21.09.03)

26.1.1. Barrette braille

Conditions générales d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical d'un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, l'intéressé présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à un dixième le rendant incapable d'accéder à l'ordinateur sans matériel spécifique.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le type de barrette préconisé, compte tenu du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais réalisés.

26.1.1.1. Barrette 40 caractères

Condition spécifique d'intervention

La demande d'intervention doit être justifiée par la nécessité d'effectuer des travaux de longue durée, avec manipulations et corrections de textes.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 292.562 F plus TVA.

26.1.1.2. Barrette 80 caractères

Condition spécifique d'intervention

La demande d'intervention doit être justifiée par la fréquence élevée des travaux de longue durée, avec manipulation et corrections de textes de nature complexe.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 474.380 F plus TVA.

26.1.1.3. Logiciel d'accès à la barrette braille

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 55.785 F plus TVA.

26.1.2. Scanner avec logiciel de reconnaissance de caractères

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical d'un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, il présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à un dixième rendant très difficile, voire impossible, l'accès à l'information écrite sans matériel spécifique.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le type de scanner préconisé, compte tenu du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais réalisés.

c) L'intéressé doit justifier d'une intégration scolaire dans l'enseignement ordinaire.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 70.000 F plus TVA.

26.2. Autres systèmes d'entrée (ISO 21.09.07)

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical délivré par un médecin généraliste stipulant que l'intéressé présente aux membres supérieurs, une déficience motrice grave, ou une déficience de la sensibilité proprioceptive, ou des troubles moteurs (troubles de la coordination, tremblements, mouvements anormaux, spasticité) rendant très difficile, voire impossible l'écriture manuelle et/ou l'utilisation d'un clavier.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le type de commande préconisé, compte tenu du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais réalisés.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

26.2.1. Commande par faisceau lumineux : 157.000 F plus TVA

26.2.2. Logiciel de reconnaissance vocale : 10.000 F plus TVA

26.3. Systèmes électroniques portables pour prendre les notes pour les utilisateurs de braille (ISO 21.09.08)

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical d'un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, l'intéressé présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à un dixième, le rendant incapable de prendre des notes sans matériel spécifique.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le type de système électronique préconisé, compte tenu du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais.

c) L'intervention n'est accordée que dans le cadre d'une utilisation dans l'enseignement ordinaire ou dans le cadre d'une fonction professionnelle spécifique qui exige la prise de notes régulière à un endroit autre que celui où l'activité principale est exercée.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 362.500 F plus TVA.

26.4. Imprimantes et traceurs (ISO 21.09.09)

26.4.1. Imprimante ordinaire

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical délivré :

— soit par un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, l'intéressé présente au meilleur œil une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes, rendant très difficile, voire impossible, l'écriture manuelle;

— soit par un médecin généraliste, stipulant que l'intéressé présente aux membres supérieurs, une déficience motrice grave, ou une déficience de la sensibilité proprioceptive, ou des troubles moteurs (troubles de la coordination, tremblements, mouvements anormaux, spasticité), rendant très difficile, voire impossible, l'écriture manuelle.

b) L'impression des documents doit être justifiée dans le cadre des activités.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût d'une imprimante ordinaire est limitée à 7.000 F plus TVA.

26.4.2. Imprimante braille

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical d'un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, l'intéressé présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à un dixième rendant l'écriture et la lecture impossible sans aide technique spécifique.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le type d'imprimante préconisée, compte tenu du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais.

c) L'impression des documents en braille doit être justifiée dans le cadre des activités.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 147.934 F plus TVA.

26.5. Ecrans (ISO 21.09.12) Ecrans d'ordinateur de taille supérieure

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical d'un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, l'intéressé présente au meilleur œil une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes le rendant incapable de prendre connaissance des informations apparaissant sur un écran d'ordinateur de 14 pouces (taille standard).

b) La taille de l'écran nécessaire doit être recommandée par un centre de réadaptation fonctionnelle pour déficients visuels agréé par l'Agence ou par un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence, compte tenu du caractère évolutif ou non de la pathologie, du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais réalisés.

Modalités d'intervention

a) L'intervention de l'Agence dans le coût d'un écran d'ordinateur de taille supérieure est limitée à :

26.5.1. Ecran 17 pouces : 22.500 F plus TVA

26.5.2. Ecran 20 pouces : 45.000 F plus TVA

26.5.3. Ecran 21 pouces : 80.000 F plus TVA

b) De ce montant maximum doit être déduit le coût d'un écran de taille standard (14 pouces), soit 7.500 F plus TVA.

26.6. Dispositifs pour synthèse de parole (ISO 21.09.15)

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical délivré :

— soit par un médecin ophtalmologue stipulant qu'après correction optique, l'intéressé présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes le rendant incapable d'accéder à l'ordinateur sans matériel spécifique ou souffre d'une fatigabilité excessive de la vision restante rendant pénible la lecture sur écran;

— soit par un médecin généraliste stipulant que l'intéressé souffre de dysarthrie sévère ou d'aphasie grave.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le type de synthèse vocale préconisée, compte tenu du caractère évolutif, du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais.

c) S'il y a cumul avec une barrette braille, le rapport doit justifier la nécessité des deux aides.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

26.6.1. Synthèse vocale : 51.200 F plus TVA

26.6.2. Logiciel de synthèse vocale : 28.800 F plus TVA

27. ORDINATEURS (ISO 21.12)

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical délivré :

— soit par un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, le demandeur présente au meilleur œil une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes, et qu'il ne lui est pas possible d'accéder à la lecture et à l'écriture sans l'aide d'un ordinateur muni d'interfaces d'entrée et de sortie adaptées;

— soit par un médecin généraliste, stipulant que le demandeur présente aux membres supérieurs une déficience motrice grave, ou une déficience de la sensibilité proprioceptive, ou des troubles moteurs (troubles de la coordination, tremblements, mouvements anormaux, spasticité), rendant très difficile, voire impossible, l'écriture manuelle.

b) L'usage d'un ordinateur doit être recommandé par un centre de réadaptation fonctionnelle agréé par l'Agence ou par un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence.

c) Aucune intervention n'est accordée pour l'achat d'un ordinateur utilisé dans le cadre d'activités professionnelles rémunérées ou réalisées au sein d'ASBL subventionnées par les pouvoirs publics. De même, l'Agence n'intervient pas dans le coût d'achat d'ordinateurs utilisés sur le lieu de la scolarité lorsque celle-ci se déroule en enseignement spécial, sauf lorsque le demandeur, suite à des déficiences multiples, ne fréquente pas le type d'enseignement prévu pour les déficients physiques ou visuels.

d) L'intervention dans le coût d'un ordinateur portable est subordonnée aux conditions précisées ci-dessus. Le demandeur doit également apporter la preuve qu'un ordinateur portable est nécessaire en raison des circonstances personnelles d'utilisation.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût d'un ordinateur, ou de sa mise à jour, est limitée comme suit :

27.1. Ordinateur et moniteur de base : 40.000 F plus TVA

27.2. Ordinateur portable : 65.000 F plus TVA

28. MACHINES A ECRIRE ET DE TRAITEMENT DE TEXTES (ISO 21.15)

28.1. Machines à écrire manuelles pour le Braille (ISO 21.15.12)

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport médical d'un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, il présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à un dixième rendant impossible l'écriture manuelle.

b) Le demandeur doit prouver, au moyen d'une attestation émanant d'une association reconnue pour aveugles ou d'un établissement d'enseignement spécial, une connaissance suffisante du Braille.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 33.600 F plus TVA, coffre compris.

29. TELEPHONE ET AIDES POUR TELEPHONER (ISO 21.36)

Conditions d'intervention

a) L'aide s'adresse aux personnes :

— présentant une diminution auditive moyenne de 60 dba à la meilleure oreille, sans appareillage, calculée selon l'I.P.A. de FOURNIER attestée par un médecin spécialiste O.R.L.;

— ou ayant une laryngectomie, sur base d'un rapport médical par un médecin spécialiste O.R.L., attestant que la personne n'a pas réaccédé à la parole;

— ou souffrant d'aphasie grave, attestée par un médecin généraliste.

b) L'intervention de l'Agence s'applique aux prestations suivantes :

29.1. Les téléphones avec affichage de texte, permettant une communication interactive (téléphone pour sourds type Minitel) (ISO 21.36.09)

29.2. Les téléphones avec amplificateurs de son (appareils standards avec amplification supérieure) (ISO 21.36.12)

29.3. Les télex et machines de télécopie (type fax) (ISO 21.36.13)

29.4. Les amplificateurs pour combinés téléphoniques (ISO 21.36.21)

29.5. Les logiciels permettant la communication entre ordinateurs via le réseau téléphonique (ISO 21.36.36)

c) Les personnes atteintes de déficience auditive ne peuvent bénéficier d'une des prestations reprises sous 29.1., 29.3. ou 29.5. que si elles sont inaptes à utiliser un téléphone même avec une réception amplifiée et/ou une prothèse auditive adaptée.

d) Les interventions ne concernent en aucun cas le prix du raccordement au réseau ni les accessoires éventuels.

e) Le délai de renouvellement est fixé à 5 ans.

Modalités d'intervention

a) L'intervention de l'Agence pour l'ensemble des prestations nécessaires est limitée à 15.000 F + TVA.

b) L'intervention prévue sous 29.2. doit être diminuée du coût d'un appareil téléphonique standard, à savoir 1.789 F TVAC.

29.6. Indicateurs d'appels téléphoniques, de sonneries (Emetteurs) (ISO 21.36.15)

Condition d'intervention

Un rapport médical établi par médecin spécialiste ORL doit spécifier que le demandeur présente une diminution auditive moyenne de 60 dba à la meilleure oreille, sans appareillage, calculée suivant l'IPA de FOURNIER.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 4.330 F plus TVA.

30. SYSTEMES DE TRANSMISSION DU SON (ISO 21.39)

30.1. Interphones d'entrée et amplificateurs d'interphones d'entrées (ISO 21.39.18)

Condition d'intervention

Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur est :

- usager de fauteuil roulant;
- ou souffre d'une pathologie de la colonne vertébrale ou des membres inférieurs;
- ou souffre de troubles résultant de maladies du système cardio-respiratoire. Dans ce cas, l'avis médical doit en outre attester que la consommation maximale d'oxygène est inférieure ou égale à un seuil moyen de 16 ml/kg/minute, pondéré en fonction de l'âge, du sexe et du poids, selon la classification dite de WEBER pour insuffisants cardiaques et pulmonaires limitant au logement le périmètre de marche possible.

L'avis médical doit également préciser que la vitesse de déplacement, au sein du logement, est réduite.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût du système (placement et poste supplémentaire éventuel compris) est limité à 28.000 F plus TVA.

31. AIDES POUR LA COMMUNICATION FACE A FACE (ISO 21.42)

31.1. Transmetteurs de son sans fil (ISO 21.42.15)

Condition d'intervention

Un rapport médical établi par un médecin spécialiste O.R.L. attaché à un centre agréé par l'Agence doit certifier que le demandeur accuse une perte auditive moyenne de 55 dba au moins à la meilleure oreille selon l'indice de perte auditive calculée suivant la formule de FOURNIER. Pour les enfants jusqu'à 6 ans, un rapport semestriel, portant sur les résultats de l'adaptation de l'enfant à l'appareillage, doit être introduit à l'Agence par le médecin spécialiste O.R.L., attaché à un centre agréé par l'Agence, qui assure le suivi permanent de l'enfant.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 84.434 F plus TVA.

32. AIDES AUDITIVES (ISO - 21.45).

32.1. Aides auditives tactiles (ISO - 21.45.15)

Conditions d'intervention :

a) Un rapport médical établi par un médecin spécialiste en réadaptation fonctionnelle pour déficients de la parole et de l'ouïe doit spécifier que le demandeur accuse une perte auditive de 110 dba ou plus à la meilleure oreille (moyenne de FLETCHER) ou une déficience auditive profonde du III^{ème} groupe selon la classification du «Bureau International d'Audiophonologie» (100 db deviennent 90 db pour les enfants de moins de 6 ans).

b) Un rapport médical complémentaire doit être transmis à l'Agence à l'issue d'une période d'essai d'un mois.

c) Un rapport d'un audioprothésiste doit certifier que l'appareil prothétique conventionnel ne permet pas d'amener les seuils de perception au niveau de la perception de la parole.

d) Les conditions a) à c) ne sont pas requises pour les enfants souffrant en plus d'une autre déficience grave (cécité, retard mental,...) établie par un avis médical motivé.

e) L'appareil doit s'utiliser hors du cadre d'un centre de réadaptation fonctionnelle.

Modalité d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 40.400 F + TVA.

33. AIDES DE SIGNALISATION ET INDICATION (ISO 21.48)

Condition générale d'intervention

Un rapport médical établi par médecin spécialiste ORL doit spécifier que le demandeur présente une diminution auditive moyenne de 60 dba à la meilleure oreille, sans appareillage, calculée selon l'IPA de FOURNIER.

33.1. Signaux de portes et avertisseurs de signaux de portes (Emetteur) (ISO 21.48.03)

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 3.726 F plus TVA.

33.2. Indicateurs de bruits (Emetteurs pour la surveillance électronique des bébés)

(ISO 21.48.15)

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 3.726 F plus TVA.

33.3. Indicateurs (lampe flash) (ISO 21.48.18)

En complément des prestations reprises sous ISO 21.36.15, ISO 21.48.03, ISO 21.48.15.

Modalité spécifique d'intervention

a) L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 3.632 F plus TVA

b) Le nombre total de lampes flash est limité à quatre.

34. AIDES TECHNIQUES DIVERSES

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier qu'en raison des limitations fonctionnelles découlant de sa déficience, l'intéressé est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée et qu'il recouvre son autonomie grâce à celle-ci

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 4.500 F plus TVA.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 4.500 F plus TVA par aide technique.

AIDES POUR MANIPULER PRODUITS ET BIENS
(ISO 24)

35. AIDES TECHNIQUES DIVERSES

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier qu'en raison des limitations fonctionnelles découlant de sa déficience, l'intéressé est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée et qu'il recouvre son autonomie grâce à celle-ci.

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 4.500 F plus TVA.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 4.500 F plus TVA par aide technique.

AIDES ET EQUIPEMENT POUR AMELIORER L'ENVIRONNEMENT,
LES OUTILS ET LES MACHINES
(ISO 27)

36. AIDES TECHNIQUES DIVERSES

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier qu'en raison des limitations fonctionnelles découlant de sa déficience, l'intéressé est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée et qu'il recouvre son autonomie grâce à celle-ci

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 4.500 F plus TVA.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 4.500 F plus TVA par aide technique.

PRESTATIONS DE SERVICES

37. COMPLEMENT D'APPRENTISSAGE A LA PRATIQUE DE LA CONDUITE AUTOMOBILE

37.1. Complément d'apprentissage à la pratique de la conduite d'un véhicule adapté

Par véhicule adapté, on entend un véhicule dont les adaptations doivent faire l'objet d'une agréation établie conformément aux directives réglementaires en la matière.

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé ainsi qu'une attestation établie par une auto-école agréée doivent spécifier qu'en raison de l'adaptation de son véhicule et du handicap, le demandeur doit pouvoir bénéficier d'heures supplémentaires d'apprentissage de la conduite automobile. Ce nombre doit être précisé.

b) Le nombre d'heures de cours est limité à :

— soit 10 heures;

— soit 15 heures en cas de retard psychomoteur associé.

Modalités d'intervention

a) Le montant horaire est limité à 1.400 F plus TVA par heure de cours

b) L'intervention ne peut être fractionnée.

37.2. Complément d'apprentissage à la pratique de la conduite d'un véhicule non adapté

Conditions d'intervention

a) Un avis médical motivé doit spécifier que le demandeur, bien qu'il réponde aux conditions légales pour l'obtention du permis de conduire, présente :

— une ou des déficiences de l'appareil locomoteur, ralentissant l'apprentissage de la conduite automobile;

— ou une déficience intellectuelle, résultant d'un retard mental léger ou d'une dégradation importante de certaines fonctions (mémoire, attention, jugement, orientation spatio-temporelle) ralentissant l'apprentissage de la conduite automobile.

b) Le nombre d'heures de cours est limité à :

— soit 10 heures pour les personnes présentant une déficience de l'appareil locomoteur;

— soit 15 heures pour les personnes présentant une déficience intellectuelle.

Modalités d'intervention

a) Le montant horaire est limité à 1.400 F plus TVA par heure de cours.

b) L'intervention ne peut être fractionnée.

38. APPRENTISSAGE DES TECHNIQUES DE DEPLACEMENT A LA LONGUE CANNE BLANCHE

Conditions d'intervention

a) Un rapport médical établi par un médecin ophtalmologue doit spécifier qu'après correction optique, le demandeur présente, à chaque il, soit une acuité égale ou inférieure à un dixième, soit un champ visuel inférieur à 20°, ou qu'il est atteint d'héméralopie.

b) La formation doit être donnée par une instance reconnue par le Comité de gestion de l'AWIPH, à l'heure actuelle : La Ligue Braille, l'Association francophone pour la promotion de l'emploi et des aides techniques du handicapé visuel-HVFE, Les Amis des Aveugles et l'I.R.S.A.

c) Un programme détaillé justifiant le contenu et la durée de la formation de base doit parvenir à l'Agence avant toute prise de décision. Une évaluation finale doit être transmise.

d) En cas de changement important et durable (minimum 6 mois) dans les habitudes de déplacement en-dehors de la période de formation de base, une intervention complémentaire peut être octroyée pour réadapter le demandeur.

Un programme justifiant la nouvelle formation ainsi qu'un rapport final devront être transmis. Cette intervention est renouvelable dans les mêmes conditions si de nouvelles circonstances l'imposent.

e) Le nombre d'heures pour la formation de base est limité à :

— 100 heures sur une période maximale de 9 mois pour les adultes;

— 200 heures pour les jeunes jusqu'au dix-huitième anniversaire.

f) En cas de formation complémentaire, le nombre d'heures de formation est limité à 20.

Modalité d'intervention

a) L'intervention de l'Agence est limitée à 794 F/heure de formation frais de déplacement compris.

39. COMPLEMENT D'APPRENTISSAGE DES TECHNIQUES DE DEPLACEMENT AVEC UN CHIEN-GUIDE

Conditions d'intervention

a) Pour les personnes ayant bénéficié d'une intervention de l'Agence dans le coût d'achat d'un chien-guide, il est prévu une intervention dans le coût d'un complément d'apprentissage lorsqu'il y a changement important et durable (minimum 6 mois) dans les habitudes de déplacement.

b) Cet apprentissage complémentaire doit être dispensé par une des instances visées sous 11.2.b. qui en justifiera la nécessité et introduira par la suite un rapport de fin de formation.

c) Cette intervention est renouvelable dans les mêmes conditions si de nouvelles circonstances l'imposent.

Modalités d'intervention

L'intervention en cas de complément d'apprentissage est limitée à 794 F/heure de formation (frais de déplacement compris), à concurrence de 20 heures maximum.

40. ACCOMPAGNEMENT PEDAGOGIQUE

Conditions d'intervention

a) L'accompagnement pédagogique s'adresse aux personnes handicapées qui ne sont plus soumises à obligation scolaire, qui suivent ou souhaitent suivre des études de niveau universitaire ou de niveau supérieur non universitaire, reconnues par la Communauté Française, ou une formation pour adultes qui s'inscrit dans un projet professionnel précis et cohérent et qui soit reconnue ou subventionnée par un pouvoir public et organisée sur les territoires, soit de la Région wallonne, soit de la Région de Bruxelles-Capitale.

b) L'accompagnement pédagogique consiste en l'encadrement de l'étudiant en-dehors des heures de cours, afin de pallier les difficultés de compréhension dues au handicap. Il doit s'agir d'explications orales, de répétition de l'information, de tutelle pédagogique (en aucun cas, d'aide à la mémorisation ou de prise de notes par l'encadrant ou de traduction gestuelle pendant les cours).

c) Le demandeur doit fournir un rapport médical délivré :

— soit par un médecin ophtalmologue, stipulant que l'acuité visuelle après correction est égale ou inférieure à trois dixièmes pour le meilleur il, ou que le champ visuel est réduit à 10 % au moins d'excentricité (diamètre réduit à 20 % ou moins), ou que le contraste est égal ou inférieur à 60 %;

— soit par un médecin O.R.L. stipulant que la diminution auditive moyenne atteint au moins 60 dba, la mesure étant faite sans appareillage, sur base soit de l'I.P.A. de Fournier, soit sur base du B.O.B.I. (fréquence de 500, 1.000 et 2.000 Hertz).

d) L'Agence doit disposer d'éléments suffisants lui permettant de s'assurer des capacités de l'intéressé, de la compatibilité des études envisagées avec le handicap et des possibilités de débouchés professionnels réalistes; si nécessaire, un bilan pédagogique et psychologique sera requis.

e) L'accompagnement doit être dispensé au sein d'une des structures reconnue par le Comité de gestion de l'Agence en fonction de leurs spécificités à savoir au 1.1.98 : « Les Cèdres », à MONS; « A.S.A.L. » à LOUVAIN-LA-NEÛVE, « S.A.D.V. » à CHARLÉROI et à BRUXELLES, « COMPRENDRE ET PARLER » à BRUXELLES, « POUPLIN », à LIEGE, la Faculté de Psychologie à LIEGE.

f) L' (les) encadrant(s) doi(ven)t justifier de compétences dans la (les) branche(s) qu'il(s) sera(seront) chargé(s) de réexpliquer au demandeur. D'autre part, il(s) attestera(ont) sur l'honneur ne pas bénéficier d'autre rémunération pendant les heures d'encadrement prestées.

g) La structure agréée est tenue d'introduire un projet d'accompagnement en faveur du demandeur; un rapport d'évaluation sera de même transmis à la fin de chaque année académique ou en fin de cycle pour les formations courtes.

h) La décision de l'Agence est prise pour la durée du cycle de formation. En cas d'échec, de réorientation ou d'évolution du handicap, le demandeur est tenu d'en informer l'Agence qui statuera à nouveau sur base des éléments recueillis.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence est limitée à 758 F/heure d'accompagnement avec un maximum de 450 heures par année académique pour les déficients visuels et de 600 heures pour les déficients auditifs. En cycle de formation de durée inférieure, ce maximum est limité à 15 heures/semaine pour les déficients visuels et 20 heures/semaine pour les déficients auditifs. Dans le montant horaire fixé sont comprises les prestations de coordination entre les différents intervenants ainsi que la formation des encadrants à l'accompagnement d'étudiants handicapés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide matérielle à l'intégration des personnes handicapées.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2816

[C - 99/27651]

3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden en -modaliteiten inzake de materiële bijstand verleend voor de integratie van gehandicapte personen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 4, 6, 14, 15, 17, 18, 19 en 74;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het advies van de « Conseil consultatif wallon des personnes handicapées » (Waalse raad van advies voor gehandicapte personen), gegeven op 29 maart 1999;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het « Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées » (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 29 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk algemene regels moeten worden vastgelegd voor de verlening van materiële bijstand met het oog op de sociale integratie van gehandicapte personen of op hun inschakeling in het arbeidsproces, en dat die regels eveneens vastgelegd moeten worden ten gunste van de gehandicapte personen die voor hun sociale integratie kunnen zorgen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° Agentschap : het « Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées »;

3° gehandicapte persoon : persoon zoals bedoeld in het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

4° materiële bijstand : de technische hulpmiddelen en de inrichtingen bestemd om de handicap te voorkomen of te compenseren.

HOOFDSTUK II. — *Tegemoetkomingsvoorwaarden*

Art. 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan overeenkomstig de bepalingen van dit besluit en van zijn bijlage een individuele materiële bijstand verleend worden aan gehandicapte personen.

Art. 4. De aan de gehandicapte persoon verleende materiële bijstand dekt de kosten die wegens zijn handicap noodzakelijk zijn voor zijn sociale integratie.

De in het vorige lid bedoelde kosten zijn bijkomende kosten bovenop die welke een valide persoon betaalt in identieke omstandigheden.

Art. 5. De tegemoetkoming wordt slechts verleend aan een gehandicapte persoon die bij de indiening van de aanvraag de leeftijd van 65 jaar bereikt heeft, als de kosten rechtstreeks gebonden zijn aan de handicap die het Agentschap vastgesteld heeft vóór de leeftijd van 65 jaar.

Art. 6. In afwijking van artikel 40 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet, bepaalt de bijlage bij dit besluit het vereiste type medische gegevens voor elke verstreking van materiële bijstand.

Art. 7. De kosten die de gehandicapte persoon voor materiële bijstand betaalt, worden niet door het Agentschap vergoed als :

1° de gehandicapte persoon weigert zijn rechten te doen gelden of een dading aangaat tijdens de procedure betreffende een tegemoetkoming verleend krachtens een wetgeving i.v.m. vergoedingen of een burgerlijk recht, met name de bepalingen inzake de civielrechtelijke aansprakelijkheid;

2° de kosten krachtens wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen vergoed worden door andere openbare diensten dan het Agentschap, afgezien van de uitzonderingen bedoeld in de bijlage bij dit besluit;

3° de kosten vergoed worden d.m.v. een tegemoetkoming verleend krachtens andere bepalingen van het decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 8. De tegemoetkoming mag in geen geval verleend worden voor :

1° apparatuur voor medische of paramedische behandeling of voor het onderhoud van de fysieke conditie, behalve die bedoeld in de bijlage bij dit besluit;

2° diensten die door natuurlijke of rechtspersonen verstrekt worden, behalve die bedoeld in de bijlage bij dit besluit;

3° het door de gehandicapte personen geleende, gehuurde of geleaste materiaal.

Art. 9. De gemaakte kosten zijn kosten voor dienstverstrekingen, alsmede de studiekosten, erkenningskosten en architectenhonoraria die er eventueel aan gebonden zijn, verhoogd met de BTW.

Art. 10. § 1. De gemaakte kosten worden slechts aangerekend ten belope van :

- het normale tarief van de bijkomende dienstverstrekingen dat het Agentschap heeft kunnen vastleggen op grond van een vergelijkende marktstudie met inachtneming van de kenmerken, kwaliteit en garantie- of onderhoudsvoorwaarden betreffende de verschillende dienstverstrekingen;

- het in deze bijlage vastgelegde bedrag, voor de dienstverstrekingen die erin opgenomen zijn.

§ 2. Het bedrag van de tegemoetkoming die de gehandicapte persoon geniet krachtens een wetgeving betreffende vergoedingen of een burgerlijk recht, wordt afgetrokken van het bedrag van de in § 1 bedoelde kosten.

Art. 11. § 1. De tegemoetkoming van het Agentschap is gelijk aan een percentage van het kostenbedrag na toepassing van de bepalingen van artikel 10.

§ 2. Als de gehandicapte persoon kan aantonen dat hij onder één van de onderstaande categorieën valt, is de tegemoetkoming gelijk aan 97,5 %. Het bedrag dat voor zijn rekening blijft, mag niet hoger zijn dan 10.000 BEF per kalenderjaar voor het geheel van de krachtens dit besluit verleende tegemoetkomingen.

De tegemoetkoming bedraagt 100 % als de som van de bijkomende kosten waarvoor een tegemoetkoming wordt verleend, niet beperkt wordt krachtens artikel 10, § 1, b).

Onder categorieën wordt verstaan :

- de voor de sociale vrijstelling in aanmerking komende personen bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 november 1993 tot uitvoering van artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, zoals gewijzigd;

- de personen die als volwassenen toegelaten worden in een door het Agentschap erkende residentiële dienst of dienst voor plaatsing in gezinnen en die tijdens het lopende kalenderjaar een maandelijks bijdrage moeten betalen die kleiner is dan het maximumbedrag vastgesteld op grond van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

§ 3. Als de gehandicapte persoon niet bewijst dat hij onder één van de in § 2 van dit artikel bedoelde categorieën valt, wordt de tegemoetkoming van het Agentschap verleend :

1° tegen 95 % als het kostenbedrag kleiner is dan of gelijk is aan 50.000 BEF per kalenderjaar;

2° tegen 50 % als het kostenbedrag hoger is dan 50.000 BEF per kalenderjaar; dat percentage kan verhoogd worden naar gelang van de jaarinkomens van de gehandicapte persoon, voor zover hij of zijn wettelijke vertegenwoordiger die om de aanpassing vraagt, de vereiste bewijsstukken verstrekt.

Onder inkomens wordt verstaan het geheel van de belastbare inkomens die in aanmerking komen voor de personenbelasting, zoals ze vermeld staan in een verklaring op erewoord opgemaakt naar een door het Agentschap bepaald model.

De verklaring moet vergezeld gaan van het aanslagbiljet van de personenbelasting voor het belastingjaar voorafgaand aan het jaar van de verklaring op erewoord, als het laatste aanslagbiljet nog niet verzonden is of als daarvan geen bewijs geleverd kan worden.

Als de gehandicapte persoon meerderjarig is, wordt rekening gehouden met zijn inkomens en met die van zijn eventuele echtgenote. Als de gehandicapte persoon minderjarig is, wordt rekening gehouden met zijn inkomens en met die van zijn wettelijke vertegenwoordigers.

Van de inkomens worden 60.000 BEF per persoon ten laste afgetrokken. Wat de beroepsinkomens betreft, wordt slechts rekening gehouden met het gedeelte dat voortvloeit uit een door de gehandicapte persoon en zijn eventuele echtgenote daadwerkelijk verrichte arbeid en dat meer bedraagt dan het met 12 vermenigvuldigde gewaarborgd minimum maandinkomen bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, verbindend gemaakt bij het koninklijk besluit van 29/07/1988.

Het percentage van de tegemoetkoming van het Agentschap wordt vastgesteld als volgt :

1° 70 % voor inkomens tussen 1.800.001 BEF en 2.350.000 BEF;

2° 80 % voor inkomens tussen 1.250.001 BEF en 1.800.000 BEF;

3° 90 % voor inkomens tussen 700.001 BEF en 1.250.000 BEF;

4° 95 % voor inkomens tot 700.000 BEF of minder.

Art. 12. De diensten komen slechts in aanmerking voor een tegemoetkoming als ze verstrekt worden op z'n vroegst de dag van de aanvraag om tegemoetkoming.

De desbetreffende facturen moeten bij het Agentschap ingediend worden binnen een termijn van één jaar, te rekenen van de kennisgeving van de beslissing tot tegemoetkoming.

Art. 13. Als het Agentschap vaststelt dat een aanvraag om tegemoetkoming inzake materiële bijstand voldoet aan de voorwaarden van dit besluit maar dat hetzij er geen sprake is van die bijstand in de bijlage, hetzij er wel sprake van is maar dat bepaalde voorwaarden niet vervuld zijn om de tegemoetkoming te verlenen, dan wordt de aanvraag voor advies voorgelegd aan de Raad voor individuele bijstand bij de integratie en vervolgens aan het beheerscomité dat moet beslissen.

Art. 14. § 1. Onverminderd artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet, kan het Agentschap een door hem bevoegd verklaarde gespecialiseerde dienst of zelfstandige deskundige om zijn gemotiveerd advies vragen in het kader van een aanvraag om materiële bijstand :

- hetzij bedoeld in artikel 13 van dit besluit;

- hetzij i.v.m. communicatie, een wagenaanpassing of een huisinrichting en -verbouwing.

§ 2. Onder gespecialiseerde dienst wordt een door de overheid georganiseerde, erkende of gesubsidieerde dienst verstaan.

§ 3. Het Agentschap verklaart de in § 1 bedoelde gespecialiseerde diensten en zelfstandige deskundigen bevoegd, na een selectie uitgevoerd op grond van criteria m.b.t. kwalificatie en ervaring, die al naar gelang de categorie dienstverstrekkings worden vastgelegd.

Ze worden bevoegd verklaard op voorwaarde dat ze zich ertoe verbinden de in dit besluit bedoelde dienstverstrekkings niet te commercialiseren.

§ 4. Het Agentschap komt tegemoet in de studiekosten ten belope van het forfaitair bedrag bedoeld in de bijlage bij dit besluit, voor zover de kosten van de door de dienst of de deskundige verleende bijstand niet gedekt worden door overheidskredieten of -subsidies. Van de gehandicapte persoon mag geen bijdrage in de kosten van de dienstverstreking geëist worden.

Art. 15. Op voorstel van het beheerscomité van het Agentschap kan de voor het gehandicaptenbeleid bevoegde Minister de Regering jaarlijks een ontwerp van aanpassing van de bijlage bij dit besluit overleggen.

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepaling*

Art. 16. Dit besluit is van toepassing op de aanvragen om tegemoetkoming inzake materiële bijstand die binnen zes maanden vóór zijn inwerkingtreding ingediend worden en die op die datum nog steeds onderzocht worden, met uitzondering van de minder gunstige bepalingen.

HOOFDSTUK IV. — *Slot- en opheffingsbepalingen*

Art. 17. Wat het Franse taalgebied betreft, worden opgeheven :

- artikel 93, 4°, van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen;
- het ministerieel besluit van 17 maart 1965 tot vaststelling van de voorwaarden voor toekenning, door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen, van een tegemoetkoming in de kosten van arbeidsgereedschap en werkkleding, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 15 januari 1969;
- artikel 15, § 2, en de artikelen 17 à 20 van het ministerieel besluit van 27 december 1967 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der tegemoetkomingen inzake sociale hulp op het gebied van de sociale reclassering van de minder-validen;
- de woorden « en materieel » in de titel van Hoofdstuk II en in de artikelen 12, 13 en 14 van het ministerieel besluit van 27 december 1967 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der tegemoetkomingen inzake sociale hulp op het gebied van de sociale reclassering van de minder-validen;
- het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 tot vaststelling van de criteria voor het verlenen van tegemoetkomingen inzake sociale bijstand aan niet-schoolgaande kinderen ten laste van het « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces);
- artikel 34, § 1 en § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1999.

Art. 19. De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage

I. Algemene bepalingen.

1.1. De voorwaarden en modaliteiten voor het verlenen van een tegemoetkoming inzake de materiële bijstand bedoeld in deze bijlage zijn van toepassing onverminderd het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden en -modaliteiten inzake de materiële bijstand verleend voor de integratie van gehandicapte personen.

1.2. Om een vlottere toegang te verlenen tot de informatie over de technische hulpmiddelen voor gehandicapte personen zijn al de in de bijlage opgenomen dienstverstrekkings ingedeeld op grond van de ISO classificatie (INTERNATIONAL STANDARD ORGANISATION), die het statuut van een Belgische norm heeft (NBN EN 29999).

1.3. De in de bijlage vermelde tegemoetkomingsbedragen zijn maximumbedragen die gekoppeld zijn aan de basisgezondheidsindex.

Vanaf 1 januari 2000 worden ze jaarlijks op 1 januari (jaar n) aan de hand van onderstaande formule aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van de concurrentie van het land, hierna gezondheidsindex genoemd :

$$\text{Bedrag op 31 december v.h. jaar } n - 1 \times \frac{\text{gezondheidsindex v.d. maand december v.h. jaar } n - 1}{\text{gezondheidsindex v.d. maand december v.h. jaar } n - 2}$$

Deze gezondheidsindex is niet van toepassing op de tegemoetkomingsbedragen voor de bouw of de verbouwing van de woningen bedoeld in de rubrieken 14 en 15 van dit besluit (ISO 18).

Die bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 1996 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gewestwaarborg wordt verleend voor bepaalde hypotheekleningen.

1.4. Behoudens met deze bijlage strijdige bepalingen, kan het Agentschap de hernieuwing van een dienstverstreking verlenen of afwijken van de in deze bijlage bepaalde hernieuwingsvoorwaarden als de handicap verergert of als de dienstverstreking onmogelijk hernieuwd kan worden.

II. Soorten tegemoetkomingen.

HULPMIDDELEN BIJ DE BEHANDELING (ISO 03)

2. HULPMIDDELEN VOOR DE PREVENTIE VAN PIJNLIJKE DRUKKEN (ANTI-DOORLIGWONDEN MATERIEEL) (ISO 03.33)

1.1. Kussens voor de preventie van pijnlijke drukken (ISO 03.33.03)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert de noodzaak van een continu gebruik van het hulpmiddel bij personen van wie de deficiëntie doorligwonden kan veroorzaken.

Dat advies wettigt eveneens de keuze van het geschikt type kussens (zie hierna) al naar gelang het gevaar voor doorligwonden.

1.1.1. Fiber-, schuim-, gelkussens of met gel + andere stof

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De hernieuwingstermijn wordt op 2 jaar vastgesteld.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 4.339 BEF, exclusief BTW.

1.1.2. Regelbare luchtkussens, of in composietgel

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De hernieuwingstermijn wordt op 4 jaar vastgesteld.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 13.816 BEF, exclusief BTW.

1.2. Matrassen voor de preventie van pijnlijke drukken (ISO 03.33.06)

1.2.1. Watermatras (of met fibers, schuim of alternatief met compressor)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert de noodzaak van het hulpmiddel in het kader van de preventie van doorligwonden bij personen die zich wegens hun deficiëntie niet op eigen krachten kunnen bewegen. De duur van deze onbekwaamheid wordt geëvalueerd over meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

b) De hernieuwingstermijn wordt op 2 jaar vastgesteld.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 4.525 BEF, exclusief BTW.

PROTHESES (ISO 06)

2. PRUIKEN (ISO 06.30.03)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Een met redenen omkleed advies van een geneesheer toont aan dat de totale of de quasi-kaalheid een gevolg is van een ziekte of een deficiëntie die recht geeft op de dienstverstrekingen van het Agentschap, en dat die kaalheid niet aan een chemo- en/of radiotherapeutische behandeling te wijten is die recht geeft op een terugbetaling van het RIZIV.

b) De hernieuwingstermijn is die bedoeld in de nomenclatuur van het RIZIV voor dezelfde dienstverstreking.

Tegemoetkomingsmodaliteit

Het bedrag van de tegemoetkoming van het Agentschap is dat bedoeld in de nomenclatuur van het RIZIV voor dezelfde dienstverstreking.

HULPMIDDELEN VOOR LICHAAMSVZERZORGING EN BESCHERMING (ISO 09)
--

3. HULPMIDDELEN VOOR DE HYGIENE (ISO 09.12)

3.1. Kamerstoelen (met of zonder wieltjes) (ISO 09.12.03)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

c) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een deficiëntie vertoont waardoor hij zich moeilijk kan verplaatsen en dat de duur van de onbekwaamheid geëvalueerd wordt over meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

d) De hulp wordt door de ligging van de plaats gewettigd.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

3.1.1. Kamerstoel zonder wieljes : 4.095 BEF, exclusief BTW.

3.1.2. Kamerstoel met wieljes : 8.865 BEF, exclusief BTW.

4. ABSORBERENDE PRODUCTEN VOOR INCONTINENTE PERSONEN (ISO 09.30)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

b) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de urine- of faecale incontinentie te wijten is aan :

— neurologische mergletsels of aan (aangeboren of opgelopen) letsels aan het onderste urine- en darmstelsel;

— een achterstand van de psychomotorische of geestelijke ontwikkeling;

— een psychische aandoening.

Het advies specificeert eveneens :

— de graad van incontinentie (alleen de graden 3 en 4 van de schaal van KATZ komen in aanmerking);

— of het om een dag- en/of nachtelijke urine- en/of faecale incontinentie gaat;

— of de persoon sondes gebruikt.

b) De beslissing van het Agentschap slaat op twee kalenderjaren : ze kan verlengd worden na overlegging van een nieuw advies dat met redenen omkleed is.

c) Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor zalven en poeders.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt gemoduleerd als volgt :

JAARLIJKS PLAFOND	BEPERKT JAARLIJKS PLAFOND *
<u>Kinderen van 3 tot 12 jaar</u>	
4.1. : kinderen van 6 tot 12 jaar die enkel 's nachts aan incontinentie lijden :	
11.680 BEF, exclusief BTW	2.920 BEF, exclusief BTW
4.2. : kinderen van 3 tot 12 jaar die aan urine-incontinentie lijden en sondes gebruiken :	
17.520 BEF, exclusief BTW	4.380 BEF, exclusief BTW
4.3. : incontinenten kinderen van 3 tot 12 jaar die geen sonde gebruiken en/of bovendien aan faecale incontinentie lijden :	
27.540 BEF, exclusief BTW	6.885 BEF, exclusief BTW
<u>Volwassenen en kinderen van 12 jaar en meer</u>	
(of van minder dan 12 jaar die om medische redenen grote maten moeten gebruiken).	
4.4. : personen die enkel 's nachts aan incontinentie lijden :	
18.980 BEF, exclusief BTW	4.745 BEF, exclusief BTW
4.5. : personen die aan urine-incontinentie lijden en sondes gebruiken :	
28.470 BEF, exclusief BTW	7.118 BEF, exclusief BTW
4.6. : incontinenten personen die geen sonde gebruiken en/of bovendien aan faecale incontinentie lijden :	
49.440 BEF, exclusief BTW	12.360 BEF, exclusief BTW

* tegemoetkoming beperkt tot het kwart van het jaarlijkse plafond voor de aanvragers die een internaat of een residentiële dienst bezoeken dat gesubsidieerd wordt door een andere overheid dan het Agentschap, en die tijdens de schoolvakantie weer naar huis gaan.

5. HULPMIDDELEN OM ZICH TE WASSEN EN EEN BAD OF EEN DOUCHE TE NEMEN (ISO 09.33)

5.1. Douchezetels (ISO 09.33.03)

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een ernstige deficiëntie vertoont waardoor hij niet zonder steun overeind kan blijven en dat het hulpmiddel noodzakelijk is voor een periode van meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

5.1.1. Opklapbare muurdouchezetel, met verwijderbare rug- en armlenningen : 8.715 BEF, exclusief BTW.

5.1.2. Steunvoet voor muurdouchezetel : 1.990 BEF, exclusief BTW.

5.1.3. Douchestoel voorzien van 4 kleine draaiende wielen, van opklapbare armlenningen, al dan niet met een gat in de zitting (w.c.-bril open voorin) : 16.935 BEF, exclusief BTW.

6. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

d) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de betrokkene wegens de aan zijn deficiëntie te wijten functionele beperkingen bepaalde activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp en dat hij door die hulp weer zelfstandig wordt.

e) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstreking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgesteld is.

f) De eenheidsprijs, of de extrakosten bovenop het basisproduct, is niet hoger dan 4.500 BEF, exclusief BTW.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 4.500 BEF per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

HULPMIDDELEN VOOR DE PERSOONLIJKE MOBILITEIT (ISO 12)
--

7. WANDELHULPMIDDELEN GEHANTEERD DOOR EEN ARM (ISO 12.03)

7.1. Wandelstokken - krukken

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert de oorsprong van de deficiëntie en de gevolgen ervan voor de voortbeweging. Het moet ook het vereiste type wandelhulpmiddel bepalen, het aantal wandelstokken alsook de noodzaak van het hulpmiddel voor een periode van meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

7.1.1. Wandelstok (ISO 12.03.03) : 570 BEF, exclusief BTW.

7.1.2. Wandelstok met steun voor voorarm (ISO 12.03.06) : 849 BEF het paar, exclusief BTW.

7.1.3. Wandelstok met steun voor voorarm voor artritispatiënten (ISO 12.03.09) : 2.705 BEF, exclusief BTW.

7.1.4. Kruk met okselsteun (ISO 12.03.12) : 1.041 BEF, exclusief BTW.

7.1.5. Driepotige wandelstok (ISO 12.03.15) : 1.270 BEF, exclusief BTW.

7.1.6. Vierpotige wandelstok (ISO 12.03.18) : 1.495 BEF, exclusief BTW.

8. WAGENAANPASSINGEN (ISO 12.12)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

c) De hierna vermelde aanpassingen moeten nuttig zijn voor de gehandicapte persoon die het voertuig bestuurt. De betrokkene moet een afschrift van zijn aangepaste rijbewijs overleggen en/of een bewijs van rijbekwaamheid.

Als de gehandicapte persoon vervoerd moet worden door een derde, wordt de tegemoetkoming slechts verleend voor de aanpassingen bedoeld in de rubrieken 8.2., 8.3.2., 8.3.3., 8.4., 8.5., 8.6., 8.7. en 8.8.

d) De aanvragen van de aanpassingen bedoeld in de rubrieken 8.2., 8.3., 8.4., 8.5., 8.6. en 8.8. moeten vergezeld gaan van een verslag van het « Centre d'Adaptation à la Route pour Automobilistes Handicapés (C.A.R.A.) » (Centrum voor de aanpassing van gehandicapte automobilisten aan de weg).

c) Voor de aanpassing moet gebruik worden gemaakt van :

— een nieuw voertuig;

— een voertuig dat nieuw gekocht is en dat minder dan 5 jaar is op het ogenblik van de aanvraag om tegemoetkoming;

— een voertuig dat tweedehands gekocht is en dat minder dan 5 jaar is op het ogenblik van de aanvraag om tegemoetkoming.

De voorwaarde i.v.m. de leeftijd van de wagen geldt niet voor overdraagbare aanpassingen.

d) De hernieuwingstermijn voor niet-overdraagbare aanpassingen wordt op 5 jaar vastgesteld.

e) In geval van verandering van voertuig vóór afloop van de in punt *d)* bedoelde termijn, wordt slechts een tegemoetkoming voor een nieuwe aanpassing verleend als de verandering te wijten is aan een intensief gebruik beroepshalve, een wijziging in de beroepstoestand of in de gezinssamenstelling of aan een verergering van de deficiëntie.

f) De aanpassing wordt niet hernieuwd binnen 5 jaar als het voertuig hersteld of vervangen moet worden ten gevolge van een ongeval.

g) De kosten voor de overdraagbare aanpassingen worden slechts in aanmerking genomen voor een tegemoetkoming bij een verandering van voertuig.

h) De tegemoetkoming van het Agentschap wordt slechts verleend na overlegging van een afschrift van het erkenningsattest, opgemaakt overeenkomstig de reglementaire richtlijnen terzake.

i) Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor centrale vergrendeling, airconditioning in het voertuig, elektrische ruiten, elektrische achteruitkijkspiegels en stuurbekrachtiging.

Algemene tegemoetkomingsmodaliteiten

a) Het Agentschap komt tegemoet in het BTW-bedrag betreffende de aanpassingen, mits overlegging van een attest van de BTW-Controledienst van het ambtsgebied van de woonplaats van de aanvrager, waarin het tarief vermeld staat dat voor zijn rekening blijft.

b) De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van de verschillende aanpassingen voor een vlottere toegang tot het voertuig wordt beperkt tot 320.000 BEF, exclusief BTW; deze aanpassingen worden vermeld in de rubrieken 8.3.2/8.3.3/8.4/8.5/8.6 en 8.8.

8.1. Aanpassing betreffende het besturen (ISO 12.12.03)

8.1.1. Plaatsing van de gasklep en de remmen onder of op het stuur

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een belangrijk functioneel verlies van de onderste ledematen vertoont of dat ze afgezet zijn.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

8.1.1.1. De plaatsing onder het stuur : 40.055 BEF, exclusief BTW.

8.1.1.2. De plaatsing op het stuur/mechanisch systeem : 58.500 BEF, exclusief BTW.

8.1.1.3. De plaatsing op het stuur/elektronisch systeem : 90.000 BEF, exclusief BTW.

8.1.2. Automatische of half-automatische transmissie

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een belangrijk functioneel verlies van de onderste en/of bovenste ledematen vertoont of dat een onderste en/of bovenste ledemaat afgezet is.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 31.500 BEF, exclusief BTW.

8.1.3. Verplaatsing van het gaspedaal

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een functioneel verlies van de onderste rechterledemaat vertoont of dat hij afgezet is.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 10.000 BEF, exclusief BTW.

8.1.4. Verplaatsing van de elektrische bediening

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een belangrijk functioneel verlies van de bovenste ledematen vertoont of dat een bovenste ledemaat afgezet is.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 59.000 BEF, exclusief BTW.

8.2. Harnassen (ISO 12.12.09)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een rolstoel gebruikt of ernstig motorisch gehandicapt is (romp en/of onderste ledematen), hetgeen de zithouding zeer moeilijk maakt.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming in de kosten wordt beperkt tot 8.500 BEF, exclusief BTW.

8.3. Speciaal ontworpen wagenzetels (ISO 12.12.12)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een rolstoel gebruikt of ernstig motorisch gehandicapt is (romp en/of onderste ledematen), hetgeen de zithouding en/of de hantering van de zetel zeer moeilijk maakt. De duur van deze onbekwaamheid wordt geschat op meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

8.3.1. Ergonomische zetel voor de bestuurder : 52.000 BEF, exclusief BTW.

8.3.2. Draaizetel : 31.000 BEF, exclusief BTW.

8.3.5. Uitschuifbare draaizetel : 42.000 BEF, exclusief BTW.

8.3.6. Elektrische bijstelling van de bestuurderszetel : 39.000 BEF, exclusief BTW.

8.4. Personenheftoestel voor wagen (niet voorzien voor rolstoelen)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager onbekwaam is om zich van de rolstoel naar de zetel van de wagen te verplaatsen. De duur van deze onbekwaamheid wordt geschat op meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 107.000 BEF, exclusief BTW.

8.5. Achter- of zijliftplatform om de in de rolstoel zittende persoon in het voertuig te heffen (ISO 12.12.18)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

b) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager die een rolstoel gebruikt, onbekwaam is om zich alleen over te plaatsen. De duur van deze onbekwaamheid wordt geschat op meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 200.000 BEF, exclusief BTW.

8.6. Hulpmiddelen om de rolstoel in de wagen te laden (ISO 12.12.21)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager onbekwaam is om zijn rolstoel in het voertuig te laden.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

8.6.1. Laden in de cabine via een elektrisch manoeuvreerbare arm : 84.000 BEF*, exclusief BTW

* Met ombouw van het achterportier : 189.000 BEF, exclusief BTW.

8.6.4. Laden in de kofferbak via een manoeuvreerbare arm :

8.6.2.1. Laden van een manuele vouwbare rolstoel : 60.000 BEF, exclusief BTW

8.6.2.3. Laden van een elektrische rolstoel : 98.000 BEF, exclusief BTW

8.6.5. Laden van de rolstoel op het dak : 145.000 BEF, exclusief BTW

8.7. Uitrustingen om een rolstoel in een wagen vast te zetten (ISO 12.12.24)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een rolstoel gebruikt.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van de sluitingen en sluitingsrails wordt beperkt tot 32.000 BEF, exclusief BTW.

8.8. Aanpassingen van de structuur van de wagen voor een vlottere toegankelijkheid (ISO 12.12.27)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager die een rolstoel gebruikt, onbekwaam is om zich over te plaatsen.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

8.8.1. Verlaging van de achtervloer : 270.000 BEF, exclusief BTW

8.8.2. Verhoging van het dak : 25.000 BEF, exclusief BTW

8.8.3. Vlak maken van de vloer : 20.000 BEF, exclusief BTW.

9. ROLSTOELEN (ISO 12.21)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

g) De rolstoel moet opgenomen worden op de lijst van de toestellen die in aanmerking komen voor de terugbetaling van de verplichte ziekteverzekering.

h) Naast de medische criteria die recht geven op de terugbetaling van de verplichte ziekteverzekering kan het Agentschap, op grond van een met redenen omkleed medisch advies, een tegemoetkoming verlenen voor personen die motorisch gestoord zijn ten gevolge van een cardiovasculaire ziekte of van ademhalingsproblemen. Een medisch rapport bevestigt dat het maximale zuurstofverbruik kleiner is dan of gelijk is aan een gemiddelde drempel van 16 ml/kg/minuut, gewogen op grond van de leeftijd, het geslacht en het gewicht, overeenkomstig de zogenaamde WEBER-classificatie voor personen met hart- en longproblemen.

i) Het Agentschap past dezelfde hernieuwingstermijnen toe als de verplichte ziekteverzekering.

Het Agentschap kan evenwel binnen een kortere termijn een tegemoetkoming verlenen voor een nieuwe rolstoel op voorwaarde dat een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat die noodzaak te wijten is aan een belangrijke anatomische verandering die te maken heeft met de evolutie van de deficiëntie.

j) Het Agentschap kan tegemoetkomen in de kosten van een bijkomende rolstoel op voorwaarde dat de aanvrager er de noodzaak van rechtvaardigt, met name wegens het gebruik thuis van een traplift met zetel of, als de auto niet aangepast is, wegens moeilijkheden i.v.m. het vervoer en/of de hantering van de stoel.

k) Voor de aan de gewone slijtage van de rolstoel gebonden onderhoudskosten kan een tegemoetkoming worden verleend ten belope van een jaarlijks plafond gelijk aan 10 % van de waarde van de stoel en zijn geïnventariseerde toebehoren, zoals vastgesteld door de verplichte ziekteverzekering op het ogenblik van de aankoop. Deze tegemoetkoming kan opgesplitst worden.

l) Voor de herstelkosten i.v.m. een kapotte of beschadigde rolstoel kan een tegemoetkoming worden verleend ten belope van een plafond gelijk aan 40 % van de waarde van de stoel en zijn geïnventariseerde toebehoren, zoals vastgesteld door de verplichte ziekteverzekering op het ogenblik van de aankoop. Dit plafond is van toepassing op de duur van de door de verplichte ziekteverzekering vastgestelde minimale hernieuwingstermijn.

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

Behalve de hiernavolgende specifieke voorwaarden, wordt de tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot de waarde van de rolstoel en zijn toebehoren, zoals vastgelegd in de nomenclatuur van de gezondheidsuitkeringen inzake de verplichte ziekteverzekering en met inachtneming van de desbetreffende terugbetalingsbedragen.

9.1. Manuele rolstoelen gehanteerd door een begeleider (ISO 12.21.03)

9.2. Manuele rolstoelen aangedreven door de gebruiker (ISO 12.21.06, 12.21.09, 12.21.12)

9.2.1. Rolstoelen die meer dan 17 kg wegen

9.2.2. Rolstoelen die minder dan 17 kg wegen

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvrager voert activiteiten uit waarvoor hij zijn woonplaats moet verlaten.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap vult die van de verplichte ziekteverzekering aan. Ze wordt ten belope van de gemaakte kosten beperkt tot de helft van tegemoetkoming van de ziekteverzekering.

9.3. Rolstoelen met elektrische aandrijving (ISO 12.21.24, 12.21.27)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Het Agentschap kan op grond van een met redenen omkleed medisch advies een tegemoetkoming verlenen aan personen van wie de bovenste ledematen stoornissen vertonen waardoor ze niet meer in staat zijn om hun rolstoel zelf aan te drijven, of aan personen die de noodzaak van het hulpmiddel rechtvaardigen door het feit dat ze hun woonplaats moeten verlaten om hun activiteit uit te oefenen.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap vult die van de verplichte ziekteverzekering aan. Ze wordt ten belope van de gemaakte kosten beperkt tot de helft van de tegemoetkoming van de ziekteverzekering, afgezien van de specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten bedoeld in het volgende lid.

Als de verplichte ziekteverzekering in de rolstoelkosten tegemoetkomt ten belope van de terug te betalen prijs van een manuele rolstoel en zijn toebehoren, of voor een waarde gelijk aan het verschil tussen een elektrische rolstoel en een manuele rolstoel, is de tegemoetkoming van het Agentschap ten belope van de gemaakte kosten gelijk aan maximum 150 % van de terug te betalen prijs van een rolstoel met elektrische aandrijving, na aftrek van de tegemoetkoming van de verplichte ziekteverzekering.

10. HEFHULPMIDDELEN (ISO 12.36)**Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde**

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager wegens een ernstige deficiëntie onbekwaam is om zich alleen te verplaatsen en dat de duur van deze onbekwaamheid geschat wordt op meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum. Bovendien moet de aanvraag i.v.m. de bekwaam- en onbekwaamheden van de aanvrager en zijn fysieke en sociale omgeving gegevens bevatten die de verlening van het type gevraagd toestel rechtvaardigen.

10.1. Heftoestel op wieltes met riemzetel (ISO 12.36.03)**Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten**

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

10.1.1. Hydraulisch model (riemen niet inbegrepen) : 42.263 BEF, exclusief BTW.

10.1.2. Elektrisch model (riemen niet inbegrepen) : 71.600 BEF, exclusief BTW.

10.2. Heftoestel vastgemaakt aan de muur, tussen de muren, aan de grond en/of het plafond (ISO 12.36.12)

10.2.2. Elektrisch heftoestel op rails**Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten**

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

10.2.1.3. Model met enkele motor : 135.000 BEF, exclusief BTW.

10.2.1.4. Model met dubbele motor : 155.000 BEF, exclusief BTW.

Er kan een supplement van 70.000 BEF, exclusief BTW, verleend worden als :

— hetzij de toegang tot een tweede kamer noodzakelijk is;

— hetzij een soort wissel geïnstalleerd moet worden om de overplaatsingen naar de verschillende bestanddelen van dezelfde kamer te vergemakkelijken.

10.3. Heftoestellen vastgemaakt aan, gemonteerd in en/of op een ander product (ISO 12.36.15)**10.3.1. Mechanisch, elektrisch of door waterdruk aangedreven heftoestellen voor badkuipen****Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde**

Het medisch advies specificeert eveneens dat de aanvrager met behulp van het aangepaste materieel bekwaam is om de badkuip alleen in te stappen en te verlaten.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 38.710 BEF, exclusief BTW.

10.4. Steunelementen voor heftoestellen (ISO 12.36.21)**Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde**

De hernieuwingstermijn wordt op 5 jaar vastgesteld.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

10.4.4. Riemen voor hydraulisch/elektrisch heftoestel : 6.500 BEF, exclusief BTW

10.4.5. Handen-raam : 21.100 BEF, exclusief BTW

10.4.6. Dijsteun : 3.100 BEF, exclusief BTW.

11. HULPMIDDELEN OM ZICH TE ORIËNTEREN (ISO 12.39)**11.1. Tactiele blindenstokken (ISO 12.39.03)****Tegemoetkomingsvoorwaarden**

d) Het medisch rapport van een oogarts specificeert dat de aanvrager, na optische correctie, aan ieder oog hetzij een scherpte van één tiende of minder vertoont, hetzij een gezichtsveld kleiner dan 20° of dat hij aan hemeralopie lijdt.

e) De aanvrager volgt lessen om de verplaatsingstechnieken te beheersen.

f) De hernieuwingstermijn wordt op één jaar vastgesteld.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 968 BEF per stok, exclusief BTW, en tot 545 BEF voor een speciaal opzetstuk, exclusief BTW.

11.2. Geleidehond**Tegemoetkomingsvoorwaarden**

e) Het medisch rapport van een oogarts specificeert dat de aanvrager, na optische correctie, aan ieder oog hetzij een scherpte van één tiende of minder vertoont, hetzij een gezichtsveld kleiner dan 20°.

f) De hond wordt bezorgd door bemiddeling van een instelling die door het beheerscomité van het Agentschap erkend is voor de aflevering van geleidehonden en de opleiding van gehandicapte personen met het oog op het gebruik van een geleidehond, met name : de Braille-Liga, « Les Amis des Aveugles », Licht en Liefde, de Koninklijke Maatschappij voor Blinden.

g) De tegemoetkoming door het Agentschap wordt slechts verleend na overlegging van een positief opvolgingsattest, opgemaakt door de erkende instelling, drie maanden na de datum waarop de hond ter beschikking is gesteld van de gehandicapte persoon.

h) De tegemoetkoming in de aankoopkosten van een geleidehond kan hernieuwd worden op grond van een attest van een dierenarts die niet afhangt van het dressuurcentrum en de erkende instantie die de hond bezorgd heeft.

Tegemoetkomingsmodaliteit

Het Agentschap verleent een forfaitaire tegemoetkoming in de aankoop- en dressuurkosten van de hond, alsook in de kosten voor de opleiding van de aanvrager. Deze tegemoetkoming wordt beperkt tot 162.000 BEF.

12. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN**Tegemoetkomingsvoorwaarden**

a) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de betrokkene, wegens functionele beperkingen te wijten aan zijn deficiëntie, bepaalde activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp en dat deze hem een grotere zelfstandigheid bezorgt.

b) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstreking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgesteld is.

c) De eenheidsprijs, of de extrakosten bovenop het basisproduct, mag niet hoger zijn dan 4.500 BEF, exclusief BTW.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 4.500 BEF per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

HULPMIDDELEN VOOR HUISELIJKE ACTIVITEITEN
(ISO 15)

13. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

d) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de betrokkene, wegens functionele beperkingen te wijten aan zijn deficiëntie, bepaalde activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp en dat deze hem een grotere zelfstandigheid bezorgt.

e) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstreking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgesteld is.

f) De eenheidsprijs, of de extrakosten bovenop het basisproduct, mag niet hoger zijn dan 4.500 BEF, exclusief BTW.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 4.500 BEF per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

1. HUISINRICHTINGEN EN -AANPASSINGEN
(ISO 18)

14. BOUW VAN EEN AANGEPASTE WONING

Tegemoetkomingsvoorwaarden

c) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een rolstoel gebruikt of zou kunnen gebruiken gezien de evolutie van de pathologie die hij vertoont.

d) Een attest van de architect bevestigt dat verplaatsingen in een rolstoel een grotere oppervlakte eisen zodat de woning aangepast moet worden. Bij het attest wordt een afschrift van de plannen gevoegd.

c) De gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger legt de eigendomsakte van het terrein, de eventuele stedenbouwkundige en esthetische voorschriften en de bouwvergunning over.

d) Het Agentschap kan een tweede tegemoetkoming verlenen in geval van verhuizing gerechtvaardigd :

— door de wil om de ouderlijke woning te verlaten en een autonoom leven te gaan leiden;

— om beroepsredenen, wanneer de afstand tussen de nieuwe werkplaats en de vroegere woning tot gevolg heeft dat de betrokken persoon meer dan 12 uren weg is van zijn woning.

e) De tegemoetkoming voor de bouw van een aangepaste woning en die voor de aanpassing van een bestaande woning mogen niet gecumuleerd worden, behalve in geval van gewettigde verhuizing, zoals hierboven bedoeld (punt *d*).

f) De tegemoetkoming van het Agentschap kan gecumuleerd worden met die van andere overheden.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

a) De gezamenlijke tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt tot :

— 8 % van de kosten van de te bouwen woning, exclusief BTW;

— 360.766 BEF, exclusief BTW, als de werkelijke bouwkosten hoger zijn dan 4.509.575 BEF, exclusief BTW, referentiekosten geïndexeerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 1996. Deze tegemoetkoming kan verhoogd worden, zoals aangegeven in punt *b)* hieronder.

b) De tegemoetkomingsbedragen worden verhoogd :

1) met 5 % naar gelang van het aantal kinderen ten laste vanaf het tweede.

Om het aantal kinderen ten laste te bepalen :

— telt het voor meer dan 66 % gehandicapte kind voor twee kinderen ten laste;

— wordt de voor meer dan 66 % gehandicapte aanvrager of zijn gehandicapte samenwonende echtgenote of concubine beschouwd als een kind ten laste;

— wordt de voor meer dan 66 % gehandicapte persoon die onder hetzelfde dak als de aanvrager woont en met hem tot de tweede graad aanverwant is, beschouwd als een kind ten laste;

— wordt de verhoging beperkt tot 15 %.

2) met 20 % als de woning gelegen is in een gemeente die onderhevig is aan een belangrijke onroerende druk. De lijst van die gemeenten wordt door de Waalse Regering vastgesteld.

c) Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor terrassen en veranda's.

15. AANPASSING VAN EEN BESTAANDE WONING

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat :

— de aanvrager een rolstoel gebruikt of zou kunnen gebruiken gezien de evolutie van de pathologie die hij vertoont;

— de aanvrager aan stoornissen lijdt ten gevolge van een hartziekte, een vaatziekte of ademhalingsproblemen, dat hij motorisch gestoord is wegens een deficiëntie aan de wervelkolom of aan de onderste en/of bovenste ledematen en daardoor moeilijkheden ondervindt om zich te verplaatsen en hindernissen te nemen. Wat de cardiovasculaire en ademhalingsproblemen betreft, moet het maximaal zuurstofverbruik kleiner zijn dan of gelijk zijn aan een gemiddelde drempel van 16 ml/kg/minuut, gewogen op grond van de leeftijd, het geslacht en het gewicht, overeenkomstig de zogenaamde WEBER-classificatie voor personen met hart- en longproblemen.

b) De aanvrager moet de volgende stukken overleggen :

- 1) de eigendomsakte van de aan te passen woning;
- 2) als hij huurder is, een geregistreerd authentiek huurcontract waarbij de huurperiode, die niet meer dan 9 jaar mag lopen, vastgesteld wordt op 1 jaar per tegemoetkomingsschijf van 21.222 BEF, alsook een schriftelijke verklaring van de eigenaar waarin hij instemt met de geplande inrichtingen. Als de woning een maatschappij voor sociale woningen toebehoort, moet het bewijs geleverd worden dat de huurder en de maatschappij van te voren overleg hebben gepleegd en dat ze een aanpassingsproject uitgewerkt hebben op grond van de specifieke behoeften van de huurder;
- 3) als hij gehuisvest wordt bij een naaste bloed- of aanverwant in de eerste of tweede graad, die eigenaar is van het in te richten gebouw, het schriftelijk akkoord van deze laatste waarbij hij bereid is de aanvrager te huisvesten voor de duur bedoeld in 2);
- 4) als hij gehuisvest wordt zoals bedoeld in punt 3) maar dat de naaste aanverwant de eigenaar niet is, dezelfde stukken als in 2) en 3);
- 5) het plan van de woning vóór en na de aanpassing.

c) De tegemoetkoming van het Agentschap kan gecumuleerd worden met de door andere overheden verleende tegemoetkomingen op voorwaarde dat de verschillende tegemoetkomingen samen niet meer bedragen dan de gemaakte kosten.

d) Het Agentschap kan een tweede tegemoetkoming verlenen in geval van verhuizing gerechtvaardigd :

- door de wil om de ouderlijke woning te verlaten en een autonoom leven te gaan leiden;
- om beroepsredenen, wanneer de afstand tussen de nieuwe werkplaats en de vroegere woning tot gevolg heeft dat de betrokken persoon meer dan 12 uren weg is van zijn woning.

e) De tegemoetkoming voor de aanpassing van een bestaande woning mag niet gecumuleerd worden met die voor de bouw van een aangepaste woning, behalve in geval van gewettigde verhuizing, zoals bedoeld in punt d) hierboven.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

a) De tegemoetkoming van het Agentschap betreft de kosten die gemaakt worden in het kader van :

- de verbouwing van bestaande kamers (afbraak, wederopbouw, afwerking) behalve het keuken- en badkamermeubilair en de sanitaire installaties;
- de bouw van bijkamers gerechtvaardigd door de noodzakelijke herinrichting van de woning.

b) De totale tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt tot 541.149 BEF, exclusief BTW. Deze tegemoetkoming kan verhoogd worden zoals aangegeven in punt c) hieronder.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten voor de aanpassing van de toegangswegen tot de woning, met inbegrip van de toegang tot de bestaande terrassen en veranda's, wordt beperkt tot 138.755 BEF, exclusief BTW.

c) De tegemoetkomingsbedragen worden verhoogd :

- 1) met 5 % naar gelang van het aantal kinderen ten laste vanaf het tweede.

Om het aantal kinderen ten laste te bepalen :

- telt het voor meer dan 66 % gehandicapte kind voor twee kinderen ten laste;
- wordt de voor meer dan 66 % gehandicapte aanvrager of zijn gehandicapte samenwonende echtgenote of concubine beschouwd als een kind ten laste;
- wordt de voor meer dan 66 % gehandicapte persoon die onder hetzelfde dak als de aanvrager woont en met hem aanverwant is tot de tweede graad, beschouwd als een kind ten laste;
- wordt de verhoging beperkt tot 15 %.

2) met 20 % als de woning gelegen is in een gemeente die onderhevig is aan een belangrijke onroerende druk. De lijst van die gemeenten wordt door de Waalse Regering vastgesteld.

16. KEUKENMEUBILAIR/BADKAMERMEUBILAIR/SANITAIRE INSTALLATIES

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een rolstoel gebruikt of een deficiëntie vertoont, met als gevolg motorische stoornissen en/of moeilijkheden om een standaard-uitrusting te gebruiken, en dat de duur van de onbekwaamheid geschat wordt op meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

b) De tegemoetkoming betreft :

- de vervanging en/of de aanpassing van keuken- en/of badkamermeubelen;
- de aankoop en de plaatsing van sanitaire voorzieningen waardoor de betrokken persoon weer autonoom kan leven.

c) Als het om een niet-overplaatsbare uitrusting gaat, moet de aanvrager de volgende stukken overleggen :

- 1) de eigendomsakte van de uit te rusten woning;
- 2) als hij huurder is, een geregistreerd authentiek huurcontract waarbij de huurperiode vastgesteld wordt op 1 jaar per tegemoetkomingsschijf van 21.222 BEF, alsook een schriftelijke verklaring van de eigenaar waarin hij instemt met de geplande inrichtingen. Als de woning een maatschappij voor sociale woningen toebehoort, moet het bewijs geleverd worden dat de huurder en de maatschappij van te voren overleg hebben gepleegd en dat ze een aanpassingsproject uitgewerkt hebben op grond van de specifieke behoeften van de huurder;
- 3) als hij gehuisvest wordt bij een naaste bloed- of aanverwant in de eerste of tweede graad, die eigenaar is van het in te richten gebouw, het schriftelijk akkoord van deze laatste waarbij hij bereid is de aanvrager te huisvesten voor de duur bedoeld in 2);
- 4) als hij gehuisvest wordt zoals bedoeld in punt 3) maar dat de naaste aanverwant de eigenaar niet is, dezelfde stukken als in 2) en 3);

d) Als het om een niet-overplaatsbare uitrusting gaat, kan het Agentschap een tweede tegemoetkoming verlenen in geval van verhuizing gerechtvaardigd :

- door de wil om de ouderlijke woning te verlaten en om een autonoom leven te gaan leiden;
- om beroepsredenen, wanneer de afstand tussen de nieuwe werkplaats en de vroegere woning tot gevolg heeft dat de betrokken persoon meer dan 12 uren weg is van zijn woning.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

c) De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 71.686 BEF, exclusief BTW.

d) De tegemoetkoming kan opgesplitst worden.

17. OMBOUW VAN DE VERWARMINGSAPPARATUUR

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt een medisch rapport over :

— hetzij van een oogarts die vastgesteld heeft dat de aanvrager, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van twee tienden of minder vertoont;

— hetzij van een huisarts die heeft vastgesteld dat de aanvrager een pathologie van de wervelkolom of de onderste en/of bovenste ledematen vertoont of onderhevig is aan stoornissen als gevolg van een cardiopulmonale ziekte. In dit laatste geval moet het medisch rapport bovendien aantonen dat het maximale zuurstofverbruik kleiner is dan of gelijk is aan een gemiddelde drempel van 16 ml/kg/minuut, gewogen op grond van de leeftijd, het geslacht en het gewicht, overeenkomstig de zogenaamde WEBER-classificatie voor personen met hart- en longproblemen.

— hetzij van een huisarts die vastgesteld heeft dat de aanvrager, die een rolstoel gebruikt, niet in staat is om de verwarmingsapparatuur van zijn woning dagelijks van brandstof te voorzien.

b) Het medisch rapport specificeert eveneens dat de duur van de onbekwaamheid wordt geschat op meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 71.686 BEF, exclusief BTW.

18. ZITMEUBILAIR (ISO 18.09)

18.1. Speciale zetels (ISO 18.09.21)

18.1.1. Liftzetel

Tegemoetkomingsvoorwaarden

c) Het met redenen omkleed medisch advies van een specialist in de neurologie, reumatologie of orthopedische chirurgie specificeert dat de betrokkene aan een spierzwakte lijdt met, als gevolg, ernstige bewegings- en grijpmoeilijkheden en/of evenwichtsstoornissen. Bovendien bepaalt het medisch advies de kenmerken van de te verwerven zetel.

d) De zetel wordt gebruikt voor de regelmatige uitoefening van een activiteit.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van een liftzetel wordt beperkt tot 90.636 BEF, exclusief BTW.

19. BEDDEN (ISO 18.12)

19.1. Hydraulische of elektrische bedden

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager, die een rolstoel gebruikt, wegens zijn deficiëntie niet in staat is om zijn bed zonder hulp in te stappen en te verlaten en om er al naar gelang zijn behoeften van positie te veranderen. De duur van deze onbekwaamheid wordt geschat op meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

19.1.1. Verwijderbare bedden en bedveringen, regelbaar met een hydraulische pomp (ISO 18.12.07)

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 37.562 BEF, exclusief BTW.

19.1.2. Verwijderbare bedden en bedveringen, regelbaar met een elektrische pomp (ISO 18.12.10)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Het medisch advies specificeert bovendien dat de aanvrager met behulp van het aangepaste materieel bekwaam is om zijn bed alleen in te stappen en te verlaten en om alleen van positie te veranderen.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 53.274 BEF, exclusief BTW.

19.2. Bedhekken en aan het bed te bevestigen bedgalgen (ISO 18.12.27)

19.2.1. Bedhekken

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager aan een ernstige deficiëntie lijdt waardoor gevaar voor vallen ontstaat en dat de duur van deze onbekwaamheid geschat wordt op meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 5.065 BEF, exclusief BTW.

19.2.2. Aan het bed te bevestigen bedgalgen

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager wegens een ernstige deficiëntie onbekwaam is om rechtop te gaan zitten zonder hulp en dat de duur van de onbekwaamheid geschat wordt op meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 3.875 BEF, exclusief BTW.

20. STEUNMATERIEEL (ISO 18.18)

20.1. Steunstang en -handvatten

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager wegens een ernstige deficiëntie onbekwaam is om zich risicoloos te bewegen zonder deze steunmiddelen en dat de duur van deze onbekwaamheid geschat wordt op meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

a) De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

20.1.1. : opklapbare steun voor de WC :	3.140 BEF, exclusief BTW
20.1.2. : draagset voor opklapbare steun :	1.375 BEF, exclusief BTW
20.1.3. : vaste steun (maximum 70 cm) :	2.155 BEF, exclusief BTW
20.1.4. : gebogen muursteun :	1.640 BEF, exclusief BTW
20.1.5. : rechte muursteun :	1.335 BEF, exclusief BTW

b) De tegemoetkoming van het Agentschap voor het geheel van de vereiste dienstverstrekkings wordt beperkt tot 15.000 BEF, exclusief BTW.

21. VOORZIENINGEN VOOR DE OPENING EN DE SLUITING VAN DEUREN, VENSTERS EN GORDIJNEN (ISO 18.21)

21.1. Voorzieningen voor de opening en de sluiting van deuren (ISO 18.21.03)

21.1.1. Afstandsbediening voor de opening en de sluiting van de garagedeur

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager :

— een rolstoel gebruikt;

— een pathologie aan de wervelkolom of de onderste en/of bovenste ledematen vertoont;

— of aan stoornissen lijdt als gevolg van een cardiopulmonale ziekte. In dit geval bevestigt het medisch rapport bovendien dat het maximale zuurstofverbruik kleiner is dan of gelijk is aan een gemiddelde drempel van 16 ml/kg/minuut, gewogen op grond van de leeftijd, het geslacht en het gewicht, overeenkomstig de zogenaamde WEBER-classificatie voor personen met hart- en longproblemen,

waardoor hij onbekwaam is om een standaard-garagedeur te hanteren.

Het medisch advies specificeert eveneens dat de duur van de onbekwaamheid geschat wordt op meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

b) De aanvrager is de bestuurder van het voertuig; als dat niet het geval is, is de garage voor hem de enige mogelijke toegang tot de woning.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

21.1.1.1. Bedieningssysteem voor een uitstekende deur : 25.000 BEF, exclusief BTW

21.1.1.2. Bedieningssysteem voor een niet-uitstekende deur : 37.450 BEF, exclusief BTW

21.1.2. Afstandsbediening voor de opening en de sluiting van de voordeur (ISO 18.21.03)

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een rolstoel gebruikt.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van het systeem wordt beperkt tot 68.500 BEF, exclusief BTW.

22. VOORZIENINGEN OM ZICH VAN DE ENE VERDIEPING NAAR DE ANDERE TE BEGEVEN (ISO 18.30)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

d) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager :

— een rolstoel gebruikt;

— motorisch gestoord is waardoor hij nooit meer gebruik kan maken van de trap. Indien de persoon aan stoornissen lijdt die te wijten zijn aan een cardiopulmonale ziekte, bevestigt het medisch rapport bovendien dat het maximale zuurstofverbruik kleiner is dan of gelijk is aan een gemiddelde drempel van 16 ml/kg/minuut, gewogen op grond van de leeftijd, het geslacht en het gewicht, overeenkomstig de zogenaamde WEBER-classificatie voor personen met hart- en longproblemen.

e) De inrichting van de woning rechtvaardigt de installatie van zo'n voorziening.

Het apparaat mag alleen in een ééngezinshuis geplaatst worden.

f) De aanvrager legt de volgende stukken over :

1) de eigendomsakte van de aan te passen woning;

2) als hij huurder is, garanties voor de duurzaamheid van de huur op grond van een geregistreerd authentiek huurcontract waarbij de huurperiode, die niet meer dan 9 jaar mag lopen, vastgesteld wordt op 1 jaar per tegemoetkomingsschijf van 21.222 BEF, alsook een schriftelijke verklaring van de eigenaar waarin hij instemt met de geplande inrichtingen. Als de woning een maatschappij voor sociale woningen toebehoort, moet het bewijs geleverd worden dat de huurder en de maatschappij van te voren overleg hebben gepleegd en dat ze een aanpassingsproject uitgewerkt hebben op grond van de specifieke behoeften van de huurder;

3) als hij gehuisvest wordt bij een naaste bloed- of aanverwant in de eerste of tweede graad, die eigenaar is van het in te richten gebouw, het schriftelijk akkoord van deze laatste waarbij hij bereid is de aanvrager te huisvesten voor de duur bedoeld in 2);

4) als hij gehuisvest wordt zoals bedoeld in punt 3) maar dat de naaste aanverwant de eigenaar niet is, dezelfde stukken als in 2) en 3);

d) Het Agentschap kan een tweede tegemoetkoming verlenen in geval van verhuizing gerechtvaardigd :

— door de wil om de ouderlijke woning te verlaten en een autonoom leven te gaan leiden;

— om beroepsredenen, wanneer de afstand tussen de nieuwe werkplaats en de vroegere woning tot gevolg heeft dat de betrokken persoon meer dan 12 uren weg is van zijn woning.

e) De dienstverstrekkings mogen niet gecumuleerd worden.

f) Voor de onderhoudskosten gebonden aan de gewone slijtage van de apparatuur kan een tegemoetkoming worden verleend ten belope van een jaarlijks plafond gelijk aan 3 % van het bedrag van de gemaakte kosten bedoeld in de artikelen 9 en 10 van dit besluit. Deze tegemoetkoming kan opgesplitst worden.

g) Voor de herstellkosten gebonden aan een beschadigde apparatuur kan een tegemoetkoming worden verleend ten belope van een plafond gelijk aan 30 % van het bedrag van de gemaakte kosten bedoeld in de artikelen 9 en 10.

h) Voor de in rubriek 22.4. bedoelde dienstverstrekkings moet slechts aan één voorwaarde voldaan worden : een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager een rolstoel gebruikt.

22.1. Vertikale heftoestellen voor personen (ISO 18.30.03)

22.1.1. Liften

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Het medisch advies specificeert eveneens dat de persoon onbekwaam is om zich van de rolstoel op een traplift met zetel over te plaatsen of het zou kunnen worden gezien de pathologie die hij vertoont.

- b) De lift moet voldoen aan de Economische Richtlijn 95/16/EEG betreffende de liften; daartoe moet hij :
- het teken « EG » dragen;
 - door een erkend orgaan onderworpen worden aan een controle van het type « EG »;
 - voorzien zijn van het door de fabrikant opgemaakte EG-conformiteitsattest.
- c) Een bevoegd verklaard en erkend controleorgaan moet aan de hand van een attest bewijzen dat het geplaatste toestel aan de vigerende normen voldoet.
- d) De tegemoetkoming voor het plaatsen van een lift en die voor de bouw van een aangepaste woning mogen niet gecumuleerd worden, behalve als de deficiëntie op onvoorzienbare wijze verergert tussen beide aanvragen.
- Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten
- De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 900.000 BEF, exclusief BTW.
- 22.1.2. Inrichtingswerken
- De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van de inrichtingswerken voor de plaatsing van de lift, wordt beperkt tot 55.503 BEF, exclusief BTW.
- 22.2. Goederenlift en heftafels (ISO 18.30.06)
- Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarden
- a) Het medisch advies specificeert eveneens dat de persoon onbekwaam is om zich van de rolstoel op een traplift met zetel over te plaatsen of het zou kunnen worden gezien de pathologie die hij vertoont.
- b) Het toestel moet voldoen aan de Economische Richtlijn 89/392/EEG, gewijzigd bij de richtlijnen 91/368/EEG, 93/44/EEG en 93/68/EEG betreffende machines; daartoe moet het :
- het teken « EG » dragen;
 - voorzien zijn van het door de fabrikant opgemaakte EG-conformiteitsattest.
- c) Toestellen waarvan de verticale valhoogte meer dan drie meter bedraagt (alleen voor de toestellen bedoeld in punt 22.2.3.), worden onderworpen aan een controle van het type « EG » die door een erkend orgaan wordt uitgevoerd.
- d) Een bevoegd verklaard en erkend controleorgaan moet aan de hand van een attest bewijzen dat het geplaatste toestel aan de vigerende normen voldoet.
- Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten
- De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :
- 22.2.1. X-vormige systemen voor kleine opheffingen : 137.500 BEF, exclusief BTW
- 22.2.2. Systemen voor opheffingen onder 1,80 m : 250.000 BEF, exclusief BTW
- 22.2.3. Systemen voor opheffingen tussen 1,80 m en 4 m voor twee niveaus : 680.000 BEF, exclusief BTW
- 22.3. Trapliften (ISO 18.30.09)
- Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarden
- a) Het toestel voldoet aan de Economische Richtlijn 89/392/EEG, gewijzigd bij de richtlijnen 91/368/EEG, 93/44/EEG en 93/68/EEG betreffende machines; daartoe moet het :
- het teken « EG » dragen;
 - voorzien zijn van het door de fabrikant opgemaakte EG-conformiteitsattest.
- b) Een bevoegd verklaard en erkend controleorgaan moet aan de hand van een attest bewijzen dat het geplaatste toestel aan de vigerende normen voldoet.
- 22.3.1. Traplift met zetel
- Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten
- De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :
- 22.3.1.1. Traplift met zetel voor steektrap : 175.000 BEF, exclusief BTW
- 22.3.1.2. Traplift met zetel voor trap met één kromming : 215.000 BEF, exclusief BTW
- 22.3.1.3. Traplift met zetel voor trap met twee krommingen : 250.000 BEF, exclusief BTW
- 22.3.2. Traplift met platform
- 22.3.2.1. Traplift voor steektrap
- Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde
- Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de persoon onbekwaam is om zich in een zetel voor traplift over te plaatsen of het zou kunnen worden.
- Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit
- De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 195.500 BEF, exclusief BTW.
- 22.4. Draagbare bruggen (ISO 18.30.15)
- Tegemoetkomingsmodaliteiten
- De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :
- 22.4.1. Schuifbare toegangsbruggen van 2 m : 20.000 BEF, exclusief BTW
- 22.4.2. Schuifbare toegangsbruggen van 3 m : 30.000 BEF, exclusief BTW
- 22.4.3. Schuifbare toegangsvloer van 2 m : 38.500 BEF, exclusief BTW
23. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN
- Tegemoetkomingsvoorwaarden
- a) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de betrokkene wegens de aan zijn deficiëntie te wijten functionele beperkingen bepaalde activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp en dat hij door die hulp weer zelfstandig wordt.
- b) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstreking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgesteld is.
- c) De eenheidsprijs, of de extrakosten bovenop het basisproduct, is niet hoger dan 4.500 BEF, exclusief BTW.
- Tegemoetkomingsmodaliteiten
- De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 4.500 BEF per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

COMMUNICATIE-, INFORMATIE- EN SIGNALERINGSMIDDELEN (ISO 21) (ISO 21)
--

24.1. Loepen

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor hij niet zonder loep kan lezen. Het medisch advies bepaalt eveneens het aanbevolen type loep (al dan niet op voet) (al dan niet met verlichting) op grond van de onbekwaamheden van de aanvrager.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt tot :

24.1.1. Loepen met geïntegreerde verlichting (ISO 21.03.12) : 3.476 BEF, exclusief BTW.

24.1.2. Loep zonder verlichting (ISO 21.03.15) : 1.580 BEF, exclusief BTW.

25. ELEKTRO-OPTISCHE HULPMIDDELEN (ISO 21.06)

25.1. Videosystemen met beeldvergroting (ISO 21.06.03)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat de betrokkene, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte vertoont van twee tienden of minder, wat het lezen zonder specifiek materieel onmogelijk maakt.

b) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type systeem op grond van de al dan niet evolutieve aard van de pathologie, het soort activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de met het aanbevolen materieel uitgevoerde proeven.

25.1.1. T.V.-loep met plaat en aangepast scherm (systeem dat het lezen en het schrijven mogelijk maakt)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarden

c) De aanvraag om tegemoetkoming in de kosten van dit materieel wordt gerechtvaardigd door het gebruik ervan op de plaats van de beroepsactiviteit wanneer de arbeidspost geen computer vereist, thuis voor de uitvoering van verschillende werken, of in het kader van het kleuteronderwijs.

d) Het gebruik van kleuren wordt gerechtvaardigd door de aard van de activiteiten.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

25.1.1.1. Monochroom model : 99.587 BEF, exclusief BTW

25.1.1.2. Kleurenmodel : 133.058 BEF, exclusief BTW

25.1.2. Draagbare T.V.-loep (systeem dat het lezen mogelijk maakt)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarden

d) De aanvraag om tegemoetkoming in de kosten van dit materieel wordt ten minste gerechtvaardigd op de werkplaats wanneer de arbeidspost geen computer vereist of thuis voor de uitvoering van werken.

e) Het gebruik van het hele draagbare systeem wordt gerechtvaardigd door de noodzaak om van de geschreven informatie kennis te nemen op een andere plaats dan die waar de hoofdactiviteit uitgeoefend wordt.

f) Het gebruik van kleuren wordt gerechtvaardigd door de aard van de activiteiten.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

25.1.2.1. Draagbaar systeem zonder scherm monochroom model : 26.446 BEF, exclusief BTW

25.1.2.2. Draagbaar systeem zonder scherm kleurenmodel : 61.900 BEF, exclusief BTW

25.1.2.3. Volledig draagbaar systeem : 147.900 BEF, exclusief BTW

25.1.3. T.V.-loep met een bordcamera (om het lezen en het schrijven mogelijk te maken)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvraag om tegemoetkoming in de kosten van dit materieel wordt gerechtvaardigd door het gebruik op school : hetzij in het lager of secundair onderwijs, hetzij in een buitengewoon onderwijs dat niet aangepast is aan gehandicapten met gezichtsstoornissen.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 334.000 BEF, exclusief BTW.

25.1.4. T.V.-loep voor computers

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvraag om tegemoetkoming in de kosten van dit materieel wordt gerechtvaardigd door een gebruik in het kader van het hoger onderwijs of op de plaats waar de beroepsactiviteit wordt uitgeoefend.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 175.868 BEF, exclusief BTW.

25.1.5. Gemotoriseerde draaitafel voor T.V.-loep

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificeert eveneens dat de aanvrager motorisch gestoord is (bovenste ledematen, of hyperkinesie, of stoornissen ruimtcoördinatie of oog- en handcoördinatie) waardoor hij de draaitafel onmogelijk kan hanteren of verplaatsen, of bevestigt dat het materieel onontbeerlijk is voor de volledige autonomie.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 51.240 BEF, exclusief BTW.

25.2. Leesmachine (ISO 21.06.06)

25.2.1. Brailledecoder

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt een medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan zijn beste oog een gezichtsscherpte vertoont van één tiende of minder, waardoor met de hand schrijven onmogelijk wordt zonder specifiek materieel.

b) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type decoder op grond van het soort activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de uitgevoerde proeven.

c) Ingeval de betrokkene binnen vijf jaar vraagt om de tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van efficiënter materieel, zal het Agentschap het bedrag aftrekken van de voor de Brilledecoder verleende tegemoetkoming.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 45.041 BEF, exclusief BTW.

25.3. Vergrotingssoftware (ISO 21.06.09)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

d) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van twee tienden of minder vertoont, waardoor hij zonder behulp van een vergrotingssoftware geen kennis kan nemen van informatie op een computerscherm.

e) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen bepaalt de aanbevolen software op grond van de al dan niet evolutieve aard van de pathologie, het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de uitgevoerde proeven.

f) De aanvraag om tegemoetkoming in de kosten van een vergrotingssoftware met gesproken antwoord wordt gerechtvaardigd door een intensief gebruik van de computer op school of beroepshalve.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

25.3.1. Vergrotingssoftware : 23.636 BEF, exclusief BTW

25.3.2. Vergrotingssoftware met gesproken antwoord : 31.405 BEF, exclusief BTW.

26. INPUT- EN OUTPUTINTERFACES EN TOEBEHOREN VOOR COMPUTERS, SCHRIJFMACHINES EN REKENMACHINES (ISO 21.09)

26.1. Inputinterfaces (ISO 21.09.03)

26.1.1. Braille-leeslijn

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van één tiende of minder vertoont, waardoor hij zonder specifiek materieel geen gebruik van de computer kan maken.

b) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type leeslijn op grond van het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de uitgevoerde proeven.

26.1.1.1. Leeslijn 40 letters

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvraag om tegemoetkoming wordt gerechtvaardigd door de noodzaak langdurige werken te verrichten, met tekstverwerkingen en -verbeteringen.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 292.562 BEF, exclusief BTW.

26.1.1.2. Leeslijn 80 letters

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvraag om tegemoetkoming wordt gerechtvaardigd door het feit dat zeer vaak lange werken moeten worden uitgevoerd, met verwerkingen en verbeteringen van complexe teksten.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 474.380 BEF, exclusief BTW.

26.1.1.3. Software voor de toegang tot de Braille-leeslijn

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 55.785 BEF, exclusief BTW.

26.1.2. Scanner met programma voor de herkenning van tekens

Tegemoetkomingsvoorwaarden

d) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van één tiende of minder vertoont, waardoor hij zonder specifiek materieel moeilijk of onmogelijk toegang tot geschreven informatie krijgt.

e) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type scanner op grond van het soort activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de uitgevoerde proeven.

f) De betrokkene bewijst dat hij geïntegreerd is in het gewoon onderwijs.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 70.000 BEF, exclusief BTW.

26.2. Andere inputsystemen (ISO 21.09.07)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een huisarts over waarin bevestigd wordt dat hij een ernstige deficiëntie van de bovenste ledematen of van de proprioceptieve sensibiteit vertoont of motorisch gestoord is (coördinatiestoornissen, tremor, abnormale bewegingen, spasticiteit), waardoor met de hand schrijven en/of het gebruik van een toetsenbord heel moeilijk en zelfs onmogelijk wordt.

b) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type bediening op grond van het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de uitgevoerde proeven.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

26.2.3. Bediening met lichtbundel : 157.000 BEF, exclusief BTW

26.2.4. Stemherkenner : 10.000 BEF, exclusief BTW.

26.3. Draagbare elektronische systemen waarmee Braille-gebruikers aantekeningen kunnen maken (ISO 21.09.08)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

d) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van één tiende of minder vertoont, waardoor hij zonder specifiek materieel onbekwaam is om aantekeningen te maken.

e) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type elektronisch systeem op grond van het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de uitgevoerde proeven.

f) De tegemoetkoming wordt slechts verleend in het kader van een gebruik in het gewoon onderwijs of in het kader van een specifieke beroepsfunctie waarvoor regelmatig aantekeningen moeten worden gemaakt op een andere plaats dan die waar de hoofdactiviteit uitgeoefend wordt.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 362.500 BEF, exclusief BTW.

26.4. Printers en schrijvers (ISO 21.09.09)

26.4.1. Gewone printer

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt een medisch verslag over :

— hetzij van een oogarts waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van twee tienden of minder vertoont, waardoor met de hand schrijven heel moeilijk en zelfs onmogelijk wordt;

— hetzij van een huisarts waarin bevestigd wordt dat hij aan de bovenste ledematen een ernstige deficiëntie van het bewegingsapparaat of van de proprioceptieve sensibiliteit vertoont of motorisch gestoord is (coördinatiestoornissen, tremor, abnormale bewegingen, spasticiteit), waardoor met de hand schrijven heel moeilijk en zelfs onmogelijk wordt.

b) De documenten worden gedrukt in het kader van de activiteiten.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van een gewone printer wordt beperkt tot 7.000 BEF, exclusief BTW.

26.4.2. Brailleprinter

Tegemoetkomingsvoorwaarden

d) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van één tiende of minder vertoont, waardoor hij niet bekwaam is om zonder specifieke technische hulp met de hand te schrijven en te lezen.

e) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type printer op grond van het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de uitgevoerde proeven.

f) De documenten in Braille worden gedrukt in het kader van de activiteiten.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 147.934 BEF, exclusief BTW.

26.5. Schermen (ISO 21.09.12) Grote computerschermen

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van twee tienden of minder vertoont, waardoor hij geen kennis kan nemen van de informatie die op een computerscherm van 14 duimen (standaardmaat) verschijnt.

b) De maat van het scherm wordt aanbevolen door een door het Agentschap erkend revalidatiecentrum voor gehandicapten met gezichtsstoornissen of door een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen, rekening houdende met de al dan niet evolutieve aard van de pathologie, het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de uitgevoerde proeven.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

a) De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van een groot computerscherm wordt beperkt tot :

26.5.1. Scherm 17 duimen : 22.500 BEF, exclusief BTW

26.5.2. Scherm 20 duimen : 45.000 BEF, exclusief BTW

26.5.3. Scherm 21 duimen : 80.000 BEF, exclusief BTW.

b) Van dat maximumbedrag moeten de kosten van een standaardscherm (14 duimen) afgetrokken worden, namelijk 7.500 BEF, exclusief BTW.

26.6. Uitrustingen voor spraaksynthese (ISO 21.09.15)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport over :

— hetzij van een oogarts waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van twee tienden of minder vertoont, waardoor hij niet bekwaam is om de computer zonder specifiek materieel te gebruiken, of dat zijn overblijvende gezichtsvermogen zeer snel vermoeid geraakt, wat het lezen op het scherm moeilijk maakt;

— hetzij van een huisarts waarin bevestigd wordt dat hij aan een zware dysartrie of aan een ernstige afasie lijdt.

c) Een verslag van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificiert het aanbevolen type uitrusting voor stemsynthese op grond van de evolutieve aard van de pathologie, het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de uitgevoerde proeven.

d) In geval van cumulatie met een Braille-leeslijn, moet het rapport de noodzaak van beide hulpmiddelen rechtvaardigen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

26.6.1. Stemsynthese : 51.200 BEF, exclusief BTW

26.6.2. Software van stemsynthese : 28.800 BEF, exclusief BTW.

27. COMPUTERS (ISO 21.12)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport over :

— hetzij van een oogarts waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van twee tienden of minder vertoont, wat het lezen en het schrijven onmogelijk maakt zonder behulp van een computer met aangepaste input- en outputinterfaces;

— hetzij van een huisarts waarin bevestigd wordt dat hij aan de bovenste ledematen een ernstige deficiëntie van het bewegingsapparaat of van de proprioceptieve sensibiliteit vertoont of dat hij motorisch gestoord is (coördinatie-stoornissen, tremor, abnormale bewegingen, spasticiteit), waardoor met de hand schrijven heel moeilijk en zelfs onmogelijk wordt.

b) Het gebruik van een computer wordt aanbevolen door een door het Agentschap erkend revalidatiecentrum of door een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen.

c) Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor de aankoop van een computer die gebruikt wordt in het kader van beroepsactiviteiten bezoldigd of uitgevoerd binnen de VZW en gesubsidieerd door de overheid. Het Agentschap komt evenmin tegemoet in de aankoopkosten van computers die in een school voor buitengewoon onderwijs gebruikt worden, behalve wanneer de aanvrager, wegens verschillende deficiënties, het type onderwijs niet volgt waarin voorzien wordt voor lichamelijk gehandicapte personen of personen met gezichtsstoornissen.

d) De tegemoetkoming in de kosten van een draagbare computer wordt onderworpen aan de bovenbedoelde voorwaarden. De aanvrager moet eveneens aantonen dat een draagbare computer noodzakelijk is om persoonlijke gebruiksredenen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van een computer, of de aanpassing ervan, wordt beperkt tot :

27.1. Computer en monitor (zonder toebehoren) : 40.000 BEF, exclusief BTW

27.2. Draagbare computer : 65.000 BEF, exclusief BTW.

28. SCHRIJFMACHINES EN TEKSTVERWERKERS (ISO 21.15)

28.1. Brailleschrijfmachines (ISO 21.15.12)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van één tiende of minder vertoont, waardoor met de hand schrijven onmogelijk wordt.

b) De aanvrager bewijst d.m.v. een attest van een erkende blindenvereniging of een inrichting van het buitengewoon onderwijs dat hij voldoende Braille-vaardig is.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 33.600 BEF, exclusief BTW en koffer inbegrepen.

29. TELEFOON EN TELEFOONHULPMIDDELEN (ISO 21.36)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De hulp is bestemd voor personen :

— van wie het beste oor zonder apparatuur een gemiddeld gehoorverlies van 60 dB vertoont, berekend volgens de « I.P.A. » (Maat van Gehoorverlies) van FOURNIER en bevestigd door een K.N.O.-arts;

— die een laryngectomie ondergaan hebben, op grond van het medisch rapport van een K.N.O.-arts waarin wordt bevestigd dat de persoon het spraakvermogen teruggevonden heeft;

— die aan een door een huisarts vastgestelde ernstige afasie lijden.

b) Het Agentschap verleent een tegemoetkoming voor de volgende dienstverstrekkings :

29.1. Telefonen met tekstdisplay voor een interactieve communicatie (doventelefoon type Minitel) (ISO 21.36.09)

29.2. Telefonen met geluidsversterkers (standaardtoestellen met hogere versterking) (ISO 21.36.12)

29.3. Telexen en telefaxapparaten (type fax) (ISO 21.36.13)

29.4. Geluidsversterkers voor telefoonhoorns (ISO 21.36.21)

29.5. Software voor de communicatie tussen computers via het telefoonnet (ISO 21.36.36)

c) Personen met gehoorstoornissen komen slechts in aanmerking voor één van de dienstverstrekkings bedoeld onder 29.1., 29.3. of 29.5. als ze niet bekwaam zijn om de telefoon te gebruiken, zelfs niet met een versterkte ontvanger en/of een aangepaste gehoorprothese.

d) De tegemoetkomingen hebben in geen geval betrekking op de prijs voor de aansluiting op het net, noch op eventuele toebehoren.

e) De hernieuwingstermijn wordt op 5 jaar vastgesteld.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

b) De tegemoetkoming van het Agentschap voor het geheel van de nodige dienstverstrekkings wordt beperkt tot 15.000 BEF, exclusief BTW.

b) De in punt 29.2. bedoelde tegemoetkoming moet verminderd worden met de kosten van een standaard-telefoontoestel, namelijk 1.789 BEF, inclusief BTW.

29.6. Systemen om telefoonoproepen te signaleren, bellen (Zenders) (ISO 21.36.15)

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Een door een K.N.O.-arts opgemaakt medisch rapport specificiert dat het beste oor van de aanvrager zonder apparatuur een gemiddeld gehoorverlies van 60 dB vertoont, berekend volgens de «I.P.A.» van FOURNIER.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 4.330 BEF, exclusief BTW.

31. SYSTEMEN VOOR GELUIDSTRANSMISSIE (ISO 21.39)

31.1. Ingangssintercoms en geluidsversterkers voor ingangssintercoms (ISO 21.39.18)

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Een met redenen omkleed medisch advies specificceert dat de aanvrager :

— een rolstoel gebruikt;

— een pathologie van de wervelkolom of van de onderste ledematen vertoont;

— of aan stoornissen lijdt als gevolg van een cardiopulmonale ziekte. In dit geval moet het medisch rapport bovendien bevestigen dat het maximale zuurstofverbruik kleiner is dan of gelijk is aan een gemiddelde drempel van 16 ml/kg/ minuut, gewogen op grond van de leeftijd, het geslacht en het gewicht, overeenkomstig de zogenaamde WEBER-classificatie voor personen met hart- en longproblemen,

waardoor zijn bewegingsperimeter beperkt blijft tot de woning.

Het medisch advies specificceert eveneens dat de bewegingssnelheid binnen de woning beperkt is.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van het systeem (installatie en eventueel aanvullend toestel inbegrepen) wordt beperkt tot 28.000 BEF, exclusief BTW.

31. HULPMIDDELEN VOOR DE COMMUNICATIE VAN AANGEZICHT TOT AANGEZICHT (ISO 21.42)

31.1. Draadloze geluidszenders (ISO 21.42.15)

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Het medisch rapport van een K.N.O.-arts die onder een door het Agentschap erkend centrum ressorteert, bevestigt dat het beste oor van de aanvrager een gemiddeld gehoorverlies van minimum 55 dB vertoont, berekend volgens de « I.P.A. » van FOURNIER. Voor een kind tot 6 jaar moet de K.N.O.-arts die onder een door het Agentschap erkend centrum ressorteert en voor de permanente opvolging van het kind zorgt, het Agentschap om de zes maanden een rapport overleggen waarin hij aangeeft of het kind zich al dan niet aan de apparatuur aanpast.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 84.434 BEF, exclusief BTW.

32. GEHOORHULPMIDDELEN (ISO - 21.45).

32.1. Tactiele gehoorhulpmiddelen (ISO - 21.45.15)

Tegemoetkomingsvoorwaarden :

f) Het medisch rapport van een specialist in de revalidatie voor gehandicapten met spraak- en gehoorstoornissen, specificceert dat het beste oor van de aanvrager een gemiddeld gehoorverlies van minstens 110 dB of meer vertoont (FLETCHER-gemiddelde) of een diepe gehoordeficiëntie van de IIIe groep volgens de indeling van het « Bureau International d'Audiophonologie » (90 dB voor de kinderen jonger dan 6 jaar).

g) Een aanvullend medisch rapport wordt aan het Agentschap overgelegd na een proefperiode van één maand.

h) Het rapport van een specialist voor oorprothesen toont aan dat het conventionele prothetische apparaat de gehoordrempels niet op het niveau van de spraakwaarneming brengt.

i) De voorwaarden a) tot c) zijn niet van toepassing op kinderen die nog een andere zware deficiëntie vertonen (blindheid, mentale retardatie,...) die bevestigd is op grond van een met redenen omkleed medisch advies.

j) Het apparaat wordt gebruikt buiten het revalidatiecentrum.

Tegemoetkomingsmodaliteit :

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 40.400 BEF, exclusief BTW.

33. SIGNALISERINGSHULPMIDDELEN EN SIGNALLEN (ISO 21.48)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde

Het medisch rapport van een K.N.O.-arts specificceert dat het beste oor van de aanvrager zonder apparatuur een gemiddeld gehoorverlies van 60 dB vertoont, berekend volgens de « I.P.A. » van FOURNIER.

33.1. Deursignalen en waarschuwingssystemen voor deursignalen (Zender) (ISO 21.48.03)

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 3.726 BEF, exclusief BTW.

33.2. Geluidssignalen (Zenders voor de elektronische bewaking van baby's) (ISO 21.48.15)

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 3.726 BEF, exclusief BTW.

33.3. Signalen (flitslamp) (ISO 21.48.18)

Als aanvulling van de dienstverstrekingen bedoeld in de punten ISO 21.36.15, ISO 21.48.03, ISO 21.48.15.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

a) De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 3.632 BEF, exclusief BTW.

b) Het totaalaantal flitslampen wordt beperkt tot vier.

34. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Een met redenen omkleed medisch advies specificceert dat de betrokkene, wegens functionele beperkingen te wijten aan zijn deficiëntie, sommige activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp en dat hij door deze hulp weer zelfstandig wordt.

b) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstreking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgesteld is.

c) De eenheidsprijs, of de extrakosten bovenop het basisproduct, mag niet hoger zijn dan 4.500 BEF, exclusief BTW.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 4.500 BEF per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

HULPMIDDELEN VOOR DE HANTERING VAN PRODUCTEN EN GOEDEREN
(ISO 24)

35. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de betrokkene, wegens functionele beperkingen te wijten aan zijn deficiëntie, sommige activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp en dat hij door deze hulp weer zelfstandig wordt.

b) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstreking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgesteld is.

c) De eenheidsprijs, of de extrakosten bovenop het basisproduct, mag niet hoger zijn dan 4.500 BEF, exclusief BTW.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 4.500 BEF per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

HULPMIDDELEN EN UITRUSTING VOOR DE VERBETERING VAN DE OMGEVING,
DE WERKTUIGEN EN DE MACHINES
(ISO 27)

36. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de betrokkene, wegens functionele beperkingen te wijten aan zijn deficiëntie, sommige activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp en dat hij door deze hulp weer zelfstandig wordt.

b) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstreking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgesteld is.

c) De eenheidsprijs, of de extrakosten bovenop het basisproduct, mag niet hoger zijn dan 4.500 BEF, exclusief BTW.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 4.500 BEF per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

DIENSTVERSTREKKINGEN

37. AANVULLENDE RIJLESSEN

37.1. Aanvullende rijlessen om een aangepast voertuig te besturen

Onder aangepast voertuig wordt verstaan een voertuig waarvan de aanpassingen erkend worden overeenkomstig de reglementaire beschikkingen terzake.

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Een met redenen omkleed medisch advies en een door een erkende rijsschool opgemaakt attest specificeren dat de aanvrager, wegens de aanpassing van zijn voertuig en zijn handicap, aanvullende rijlessen moet kunnen volgen waarvan het aantal uren nader bepaald zal worden.

b) Het aantal lessen wordt beperkt tot :

— hetzij 10 uren;

— hetzij 15 uren in geval van meervoudige psychomotorische retardatie.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

c) Het bedrag wordt beperkt tot 1.400 BEF per lesuur, exclusief BTW.

d) De tegemoetkoming mag niet opgesplitst worden.

37.2. Aanvullende rijlessen om een niet-aangepast voertuig te besturen

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat de aanvrager, alhoewel hij voldoet aan de eisen die de wetgeving oplegt voor het verkrijgen van het rijbewijs, de volgende deficiënties vertoont :

— één of meer deficiënties van het bewegingsapparaat, wat het aanleren van het besturen vertraagt;

— of een geestelijke deficiëntie als gevolg van een lichte mentale retardatie of een ernstige verslechtering van sommige functies (geheugen, oplettendheid, gezond verstand, tijdruimtelijke oriëntatie), wat het aanleren van het besturen vertraagt.

b) Het aantal lessen wordt beperkt tot :

— hetzij 10 uren voor personen die een deficiëntie van het bewegingsapparaat vertonen;

— hetzij 15 uren voor personen die een geestelijke deficiëntie vertonen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

a) Het bedrag wordt beperkt tot 1.400 BEF per lesuur, exclusief BTW.

b) De tegemoetkoming mag niet opgesplitst worden.

38. AANLEREN VAN TECHNIEKEN BETREFFENDE VERPLAATSINGEN MET EEN LANGE BLINDENSTOK

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Het medisch rapport van een oogarts specificeert dat de aanvrager, na optische correctie, aan ieder oog hetzij een scherpte van één tiende of minder vertoont, hetzij een gezichtsveld kleiner dan 20°, of dat hij aan hemeralopie lijdt.

b) De opleiding wordt gegeven door een orgaan dat erkend is door het beheercomité van het Agentschap, met name : de Braille-Liga, de « Association francophone pour la promotion de l'emploi et des aides techniques du handicapé visuel-HVFE », « Les Amis des Aveugles » en de « I.R.S.A. ».

c) Vóór elke beslissing wordt een uitvoerig programma aan het Agentschap overgelegd waarin de inhoud en de duur van de basisopleiding vermeld staan. Er wordt een evaluevaluatie overgemaakt.

d) In geval van aanzienlijke en duurzame verandering (minimum 6 maanden) in de verplaatsingsgewoonten buiten de periode van de basisopleiding kan een aanvullende tegemoetkoming verleend worden voor de readaptatie van de aanvrager.

Een programma ter rechtvaardiging van de nieuwe opleiding en een eindverslag moeten overgemaakt worden. Deze tegemoetkoming is hernieuwbaar onder dezelfde voorwaarden als nieuwe omstandigheden het eisen.

e) Het aantal uren voor de basisopleiding wordt beperkt tot :

— 100 uren over maximum 9 maanden voor volwassenen;

— 200 uren voor jongeren tot 18 jaar.

f) In geval van aanvullende opleiding wordt het aantal lessen beperkt tot 20.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt tot 794 BEF per lesuur, reiskosten inbegrepen.

39. AANVULLENDE OPLEIDING OM DE TECHNIEKEN BETREFFENDE VERPLAATSINGEN MET EEN GELEIDEHOND AAN TE LEREN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Personen die een tegemoetkoming van het Agentschap in de aankoopkosten van een geleidehond genoten hebben, komen in aanmerking voor een tegemoetkoming in de kosten van een aanvullende opleiding in geval van belangrijke en duurzame verandering van de verplaatsingsgewoonten (minimum 6 maanden).

b) Deze aanvullende opleiding wordt gegeven door één van de in punt 11.2.b. bedoelde organen, die de noodzaak ervan zal rechtvaardigen en na afloop van de opleiding een rapport zal overleggen.

c) Deze tegemoetkoming is hernieuwbaar onder dezelfde voorwaarden als nieuwe omstandigheden het eisen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming voor een aanvullende opleiding wordt beperkt tot 794 BEF per lesuur (reiskosten inbegrepen) en voor maximum 20 uren.

40. PEDAGOGISCHE BEGELEIDING

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De pedagogische begeleiding is bestemd voor gehandicapte personen die niet meer leerplichtig zijn, die universitaire studies of niet-universitaire hogere studies volgen of wensen te volgen die erkend zijn door de Franse Gemeenschap, of een opleiding voor volwassenen die past in het kader van een nauwkeurig en coherent beroepsproject en die erkend of gesubsidieerd wordt door een openbare overheid en georganiseerd op het grondgebied ofwel van het Waalse Gewest ofwel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

b) De pedagogische begeleiding beoogt de begeleiding van de student buiten de lessen om de aan de handicap te wijten begripsproblemen te ondervangen. Het moet gaan om mondelinge uitleg, herhaling van de informatie, pedagogisch toezicht (in geen geval om hulp bij het memoriseren of om het maken van aantekeningen door de begeleider of om gebarentaal tijdens de cursussen).

c) De aanvrager legt een medisch rapport over :

— hetzij van een oogarts waarin bevestigd wordt dat de gezichtsscherpte, na correctie, aan het beste oog gelijk is aan of kleiner is dan drie tienden of dat het gezichtsveld tot minstens 10 % excentriciteit beperkt is (diameter beperkt tot 20 % of minder), of dat het contrast 60 % of minder bedraagt;

— hetzij van een K.N.O.-arts waarin bevestigd wordt dat het gemiddelde gehoorverlies minimum 60 dB bereikt zonder apparatuur, op grond hetzij van de « I.P.A. » van FOURNIER, hetzij van de « B.O.B.I. » (frequentie van 500, 1.000 en 2.000 Hertz).

d) Het Agentschap beschikt ook over voldoende gegevens om zich te kunnen vergewissen van de bekwaamheden van de betrokkene, van de verenigbaarheid van de geplande studies met de handicap en van de beroepsmogelijkheden; zo nodig wordt een pedagogisch en psychologisch overzicht verlangd.

e) De begeleiding wordt gegeven binnen één van de door het beheerscomité van het Agentschap erkende structuren naar gelang van hun specificiteiten, met name op 1.1.98 : « Les Cèdres », te BERGEN, « A.S.A.L. » te LOUVAIN-LA-NEUVE, « S.A.D.V. » te CHARLEROI en te BRUSSEL, « COMPRENDRE ET PARLER » te BRUSSEL, « POUPLIN », te LUIK, de Psychologische Faculteit te LUIK.

f) De begeleider bewijst dat hij bevoegd is voor het vak (de vakken) die de aanvrager opnieuw moet volgen. Anderzijds verklaart hij op erewoord dat hij geen andere bezoldiging geniet voor de begeleidingsuren.

g) De erkende structuur dient een begeleidingsproject ten gunste van de aanvrager in; aan het einde van elk academisch jaar of van de cyclus voor korte opleidingen wordt ook een evaluatieverslag overgemaakt.

h) De beslissing van het Agentschap wordt genomen voor de duur van de opleidingscyclus. Als de aanvrager niet slaagt, in geval van heroriëntering of evolutie van de handicap, stelt de aanvrager het Agentschap daarvan in kennis zodat het opnieuw kan beslissen op grond van de ingewonnen inlichtingen.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt tot 758 BEF/begeleidingsuur en tot maximum 450 uren per academisch jaar voor gehandicapten met gezichtsstoornissen en tot 600 uren voor gehandicapten met gehoorsstoornissen. Voor een opleidingscyclus van kortere duur wordt het maximum aantal uren beperkt tot 15 per week voor gehandicapten met gezichtsstoornissen en tot 20 per week voor gehandicapten met gehoorsstoornissen. De dienstverstrekkingsvoor de coördinatie tussen de verschillende interveniënten en de opleiding van de begeleiders van gehandicapte studenten worden ingerekend in het vastgestelde aantal uren.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden en -modaliteiten inzake de materiële bijstand verleend voor de integratie van gehandicapte personen

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX